

**Si la gauche gagne,
c'est un désastre pour la Suisse**

**Documentation sur les effets catastrophiques de la
politique de gauche menée dans les années nonante**

**Document de travail de l'Union démocratique du centre
dans la perspective des élections fédérales 2007**

Avril 2007



Union démocratique du centre

Secrétariat général
Case postale 8252
3001 Berne
CCP 30-8828-5
Courriel: info@svp.ch
www.svp.ch

D'un coup d'œil:

Voilà comment la gauche détruit la Suisse

- **Augmentation de la dette publique et gaspillage**
- **Hausse des impôts, taxes et redevances**
- **Adhésion à l'UE au lieu d'autodétermination**
- **Neutralisation des mécanismes de décision démocratiques**
- **Moins de liberté, plus de lois**
- **Politique des étrangers: davantage de problèmes d'immigration**
- **Les conséquences de la politique de formation de gauche**
- **Etat social boursoufflé: payer et encore payer?**
- **Les écarts de la politique de la drogue**
- **Politique énergétique naïve**
- **Politique des transports: le fiasco de la gauche**

Table des matières

I. Bourgeois ou rouge-vert – une année décisive	4	3. Adhésion à l'UE et internationalisme: on liquide la Suisse	16
II. Les dégâts provoqués par la gauche et ses alliés	6	3.1 Les radicaux et les démocrates-chrétiens veulent aussi adhérer à l'UE	16
1. Endettement et gaspillage	6	3.2 Les conséquences négatives d'une adhésion à l'UE	17
2. Toujours plus d'impôts, de taxes et de redevances	6	3.3 Affaiblissement de la place financière	18
3. Adhésion à l'UE plutôt qu'autodétermination	6	3.4 Perte de souveraineté	18
4. Disqualification des processus de décision démocratiques	6	3.5 L'économie et le gouvernement disent maintenant non à l'adhésion	19
5. Toujours moins de libertés et toujours plus de lois	6	3.6 L'activisme en politique étrangère affaiblit la Suisse	19
6. Politique des étrangers: encore plus de problèmes d'immigration	7	4. Disqualification des processus de décision démocratiques	20
7. Les conséquences de la politique de la formation menée par la gauche	7	4.1 Du «retour à l'essentiel» en matière de droits populaires	20
8. Un Etat social hypertrophié: payer toujours plus?	7	4.2 Les naturalisations sont réduites à des actes administratifs	21
9. La politique de la drogue est sur la mauvaise voie	7	4.3 De la morale plutôt que des faits	21
10. Une politique de l'énergie naïve	7	4.4 Atteintes à la liberté d'expression	22
11. Politique des transports: l'échec de la gauche	7	5. Toujours moins de libertés et toujours plus de lois	24
III. Les résultats désastreux de la politique de gauche	8	5.1 Interdiction de publicité et discrimination des personnes âgées	25
1. Endettement et gaspillage	8	5.2 Un fardeau irresponsable pour les PME	25
2. Toujours plus d'impôts, de taxes et de redevances	9	5.3 La gauche mine la liberté d'expression	26
2.1 Le PS sape les entrepreneurs et veut augmenter les impôts	9	5.4 Contre la bureaucratie, la surréglementation et les lois inutiles	26
2.2 Des impôts à perte de vue	10		
2.3 La longue liste des impôts et taxes dont rêve la gauche	11		
2.4 Ce que l'Etat soustrait déjà aux citoyens	14		

6.	Politique des étrangers: encore plus de problèmes d'immigration	28
6.1	Nouvelle augmentation du nombre de requérants d'asile et d'abuseurs	29
6.2	Immigration clandestine	30
6.3	Les étrangers chargent nos œuvres sociales	31
6.4	Délinquants choyés et tourisme criminel	32
6.5	Criminalité étrangère	33
6.6	Violence juvénile	34
6.7	La gauche demande l'accueil collectif des sans-papiers	35
6.8	Explosion des naturalisations	36
6.9	Augmentation constante de l'immigration	36
7.	Les conséquences de la politique de formation menée par la gauche	38
7.1	Pédagogie gentille au lieu de concurrence et de performance	38
7.2	Une politique de migration erronée provoque des problèmes à l'école	38
7.3	Gaspillage et engagement inefficace des fonds disponibles	39
7.4	Plus d'argent pour moins de performances?	39
8.	Etat social sans bornes: payer et encore payer?	40
8.1	Encourager la mentalité d'assisté au lieu de récom- penser l'effort et la performance	40
8.2	Dangereuse expansion de l'Etat social	41
8.3	Le PS, un soutien complaisant des syndicats	42
8.4	Les abus sont systématiquement niés	43

9.	Les écarts de la politique contre les drogues	44
10.	Politique énergétique naïve	45
11.	Le fiasco de la politique des transports menée par la gauche	46
11.1	Gros retards dans la construction routière	46
11.2	Pertes de plusieurs milliards de francs à cause des bouchons	46
11.3	Les mensonges de la gauche concernant la politique de transfert	47
11.4	Amendes abusives – arnaque officialisée	48
11.5	Attaques concertées contre le trafic motorisé individuel	49
IV.	Annexe: chiffres, données, faits	50

I. Bourgeois ou rouge-vert – une année décisive

Le 21 octobre 2007, les citoyens décideront si la Suisse sera dirigée à l'avenir par une majorité bourgeoise ou par une majorité rouge-verte. Deux conceptions fondamentalement différentes seront opposées lors des élections au Conseil national en 2007:

d'un côté, la conception bourgeoise et libérale défendue par l'UDC qui s'engage pour la sauvegarde des valeurs suisses et, de l'autre, la vision socialiste du camp rouge-vert qui milite pour un Etat plus interventionniste, des hausses d'impôts et une Suisse ouverte à tous les étrangers, soit une immigration incontrôlée.

«Ma maison – notre Suisse»: L'UDC présente sous ce titre sa plate-forme pour la législature 2007–2011. Un titre qui est tout un programme: l'UDC défend une Suisse où il fait bon vivre et s'engage pour l'indépendance et la liberté de la patrie, moins d'impôts, moins de lois et davantage de sécurité. Il faut que la Suisse reste attractive non seulement pour l'économie, l'industrie et les arts et métiers, mais également comme lieu de résidence. L'UDC et ses représentants consacreront toute leur énergie à la réalisation de ces objectifs.

Depuis 2003, l'UDC a déjà obtenu des résultats conséquents: la législation sur l'asile et les étrangers a été durcie grâce à l'UDC, l'adhésion à l'UE n'est plus un objectif stratégique pour le Conseil fédéral, des progrès timides ont été réalisés dans l'assainissement de l'AI, aucun nouvel impôt n'a été introduit au plan fédéral et la Confédération affiche des chiffres noirs pour la première fois depuis des années. En outre, des sujets qui ont été longtemps tabous font maintenant l'objet de débats publics, que ce soit la criminalité des étrangers, l'aide au développement, l'islamisation ou encore le gouffre financier de la NLFA. La politique opiniâtre et déterminée de l'UDC a porté ses fruits.

Le camp rouge-vert dévaste la Suisse

Ces conceptions bourgeoises et libérales s'opposent clairement aux idées des partis rouges et verts. En dépit de la situation financière désastreuse des œuvres sociales, ils veulent encore les développer et ils ne sont pas prêts à entreprendre quoi que ce soit contre les abus: le PS et les Verts ont entravé par tous les moyens la révision de l'AI et donc la lutte contre les faux invalides. La gauche refuse également de s'engager dans la lutte contre les abus dans le domaine de l'asile. C'est pourquoi ils ont même combattu l'an dernier les nouvelles lois sur l'asile et les étrangers. A leurs yeux, les

naturalisations doivent être réduites à des actes administratifs et la Suisse devrait adhérer dès que possible à l'UE.

Une politique irréaliste et dépensière de 1989 à 2003

Les quinze dernières années montrent ce qu'il advient quand les idées de gauche trouvent une majorité. Dettes en hausse, toujours plus d'impôts et de taxes, problèmes de sécurité, naturalisations en masse, immigration incontrôlée, etc. Les funestes années nonante ont été la décennie de la gauche et de ses alliés. La politique s'est égarée dans les chimères de la paix éternelle, la fascination pour les alliances internationales (EEE, UE, OTAN, etc.) et le mépris des valeurs sociales telles que la liberté, l'indépendance et la responsabilité. L'UDC est intervenue pour corriger cette politique désastreuse. C'est pourquoi son ascension au rang de premier parti de Suisse par le nombre d'électeurs s'explique également par la politique irréaliste menée dans les années nonante.

Une victoire rouge-verte marquerait le retour de la politique des années nonante

Des impôts plus élevés, plus de lois, plus de criminalité, plus d'étrangers et plus d'abus – telles seraient les conséquences dévastatrices d'une victoire du camp rouge-vert en octobre 2007. C'est pourquoi, plus que jamais, il est indispensable que l'UDC gagne ces élections et se renforce une nouvelle fois. Car l'UDC est la seule garante d'une politique bourgeoise authentique.

II. Les dégâts provoqués par la gauche et ses alliés

1. Endettement et gaspillage

Les années nonante ont été une décennie **d'endettement et de gaspillage**. Les dépenses de la Confédération sont passées de 31,6 milliards de francs en 1990 à 52,4 milliards de francs en 2006. L'endettement de la Confédération est, lui, monté de 38,5 milliards de francs en 1990 à 130,3 milliards de francs en 2005. Si l'on additionne la dette de la Confédération, celles des cantons et celles des communes, on arrive à une dette s'élevant de 97,7 milliards de francs en 1990 à 246,5 milliards de francs en 2004¹.

2. Toujours plus d'impôts, de taxes et de redevances

Le pourcentage des **prélèvements obligatoires** représente aujourd'hui déjà **plus de 60% du produit intérieur brut**. La gauche veut malgré tout encore augmenter les impôts. Elle affaiblit ainsi la place financière et industrielle suisse et détériore nos conditions-cadres.

3. Adhésion à l'UE plutôt qu'autodétermination

La gauche et ses alliés veulent **entrer le plus rapidement possible dans l'UE**. Le PS écrit dans sa plate-forme électorale 2007: Le président du PS Hans-Jürg Fehr le confirme: «Le Conseil fédéral doit relancer rapidement la demande d'adhésion à l'UE et ouvrir des négociations d'adhésion tout

aussi rapidement»². Rapidement des négociations d'adhésion avec l'UE»³. Mais le PDC et le PRD ne sont pas en reste et veulent aussi que la Suisse entre dans l'UE⁴. Pour la Suisse, une adhésion à l'UE signifie: renoncement à l'autodétermination et fin de la démocratie directe.

Grâce à l'influence de l'UDC, le **Conseil fédéral** prend toujours davantage de distance face à l'idée de l'adhésion. Dans son Rapport Europe 2006, le gouvernement ne considère plus l'adhésion comme un «objectif stratégique» mais comme une «option à long terme»⁵.

4. Disqualification des processus de décision démocratiques

Parce qu'elle veut donner toujours plus de pouvoir à l'Etat, la gauche disqualifie toujours davantage les processus de décision démocratiques. Les **structures de la démocratie directe sont disqualifiées** et **l'administration et les tribunaux font de la politique**. L'exemple le plus connu est celui de la naturalisation que la gauche veut réduire à un acte administratif.

5. Toujours moins de libertés et toujours plus de lois

Aux yeux de la gauche, c'est l'Etat qui décide. La **liberté personnelle des citoyens n'est que secondaire** et les politiciens du camp rouge-vert ne s'intéressent pas à la liberté d'entreprendre et de commercer. Le **nombre de lois, d'ordonnances et de règlements administratifs** s'accroît sans cesse. En 2005, la publication des nouvelles lois s'est étendue sur plus de 6500 pages. Le recueil systématique du droit fédéral comprend déjà plus de **56 000** pages – tendance à la hausse! L'administration et la bureaucratie connaissent la

¹ DFF, résultats des comptes d'Etat, endettement.

² Plate-forme électorale du PS 2007, p. 41.

³ «Basler Zeitung» du 2.12.2006. Dans la plate-forme européenne qu'il a adoptée récemment («L'avenir de la Suisse est européen», juillet 2006 – adopté en 2 étapes le 26.11.2005 et 4.3.2006), le PS demande que la Suisse ouvre immédiatement des négociations d'adhésion.

⁴ Les décisions en ce sens prises lors d'assemblées des délégués n'ont jamais été corrigées.

⁵ Rapport Europe 2006 du 28 juin 2006 (06.064), p. 6620.

même inflation. Les citoyens, l'économie et les arts et métiers en font les frais, notamment en payant les impôts et les taxes nécessaires pour financer ce délire.

6. Politique des étrangers: encore plus de problèmes d'immigration

La gauche veut **ouvrir les frontières à tout le monde**. Il y aura ainsi **toujours plus d'étrangers violents séjournant illégalement** dans notre pays. La drogue, la prostitution forcée, la criminalité et la violence sont des problèmes quotidiens en Suisse. Conséquences: plus de chômage, plus d'abus des œuvres sociales et d'immenses problèmes dans les écoles.

La gauche **minimise les actes de violence** commis par les jeunes étrangers et les viols d'enfants. Pour elle, les criminels sont des victimes. On ne peut pas continuer ainsi. L'UDC se bat avec détermination contre toute complaisance à l'égard des délinquants violents et des criminels. Elle combat avec autant de détermination l'immigration incontrôlée et les abus à l'égard de nos œuvres sociales.

7. Les conséquences de la politique de la formation menée par la gauche

La Suisse est le pays d'Europe qui dépense le plus d'argent par élève. Et pourtant, en comparaison internationale, l'étude Pisa montre que les résultats des écolières et des écoliers suisses sont plus que moyens.

La politique scolaire de la gauche en est entièrement responsable. **Pédagogie antiautoritaire**, absence de limites, **refus d'évaluer les performances**, indiscipline, manque de concentration, désordre et pédagogie douce sont les termes qui décrivent le mieux ce qu'est devenue l'école au quotidien. Ce sont pourtant les résultats qui comptent si l'on veut que nos enfants soient bien préparés pour entrer dans la vie professionnelle.

8. Un Etat social hypertrophié: payer toujours plus?

La gauche **développe l'Etat social** sans se soucier du financement de ses œuvres. Le camp rouge-vert exige **des prestations qui se chiffrent en milliards de francs**. C'est aux gens qui travaillent et à l'économie de payer. Nous sommes au bord du gouffre. La **mentalité d'assisté** a été soigneusement cultivée au cours des funestes années nonante. Plutôt **tendre la main** que vivre de manière responsable. La gauche encourage cette mentalité puisque les citoyens qui dépendent de l'Etat sont pour elle des électeurs potentiels.

9. La politique de la drogue est sur la mauvaise voie

Les partis de gauche **minimisent les dangers de la drogue** depuis des décennies. Ils veulent légaliser toutes les drogues et développer une bureaucratie d'Etat pour les contrôler. L'objectif du camp rouge-vert n'est pas l'abstinence, mais la mise sur pied d'une infrastructure étatique d'encadrement. Pendant ce temps, les coûts engendrés par la consommation de drogue ne font qu'augmenter. Ils atteignent aujourd'hui déjà plus de 4 milliards de francs.

10. Une politique de l'énergie naïve

La gauche croit pouvoir assurer l'approvisionnement énergétique de la Suisse avec des **concepts énergétiques d'une grande naïveté**. Elle veut dépenser des millions de francs pour soutenir des projets inefficaces (tels que l'énergie solaire). En revanche, le camp rouge-vert s'oppose aux centrales nucléaires qui représentent pourtant une forme d'approvisionnement énergétique sûre et avantageuse. La gauche veut empêcher la poursuite de l'utilisation de l'énergie nucléaire avec une **politique d'obstruction aux relents idéologiques**. Elle nuit à l'économie suisse et provoque la perte de milliers d'emplois.

11. Politique des transports:

l'échec de la gauche

Les partis de gauche **persécutent les automobilistes** et font tout ce qu'ils peuvent pour empêcher le développement des routes nationales. En revanche, ils injectent des milliards de francs dans les transports publics. En 2002, le compte des chemins de fer accusait un **déficit** de 7,5 milliards de francs. Et pourtant, il faut bien constater que **la politique de transfert de la route au rail est un échec** – mais personne ne le reconnaît. Suite aux accords bilatéraux, des centaines de milliers de poids lourds viennent engorger les autoroutes de notre pays.

Un réseau routier efficace est une condition déterminante pour une économie florissante et pour notre prospérité. Mais le conseiller fédéral Moritz Leuenberger et son département préfèrent mener une politique **d'entrave et d'augmentation des coûts**. Pour leur part, les gouvernements rouges-verts des grandes villes suisses font tout ce qu'ils peuvent pour mener la vie dure aux automobilistes. L'économie et les petits entrepreneurs en font les frais.

III. Les résultats désastreux de la politique de gauche

1. Endettement et gaspillage

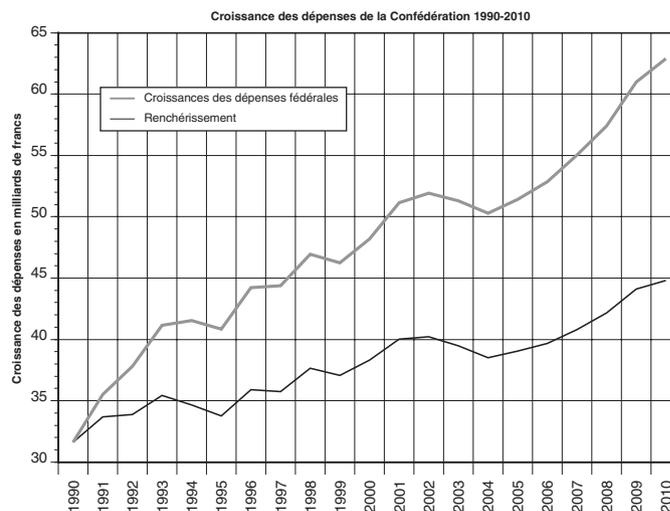
Les années nonante ont été une décennie **d'endettement et de gaspillage**. Les dépenses de la Confédération ont passé de 31,6 milliards de francs en 1990 à 52,4 milliards de francs en 2006. Bien que le Conseil fédéral ait fixé des objectifs pour leur réduction, le plafond des dépenses fixé dans le budget 2008 s'établit déjà à 56,8 milliards de francs⁶. Selon le plan financier, les dépenses devraient même atteindre 62,9 milliards de francs en 2010⁷.

La dette de la Confédération est passée de 38,5 milliards de francs en 1990 à **130,3 milliards de francs** en 2005. Si l'on additionne les dettes des communes et des cantons à celle de la Confédération, on peut constater que l'endettement global est monté de 97,7 milliards de francs en 1990 à 246,5 milliards de francs en 2004⁸.

La croissance des dépenses de la Confédération est plus forte que celle de l'économie. **Presque un franc sur deux gagnés en Suisse est avalé par l'Etat et sa bureaucratie**: un citoyen suisse moyen travaille uniquement pour l'Etat pendant les 156 premiers jours de l'année, c'est à dire jusqu'aux vacances d'été⁹.

La gauche et ses alliés parlent volontiers de justice et de solidarité. Mais cette solidarité signifie toujours que c'est l'autre qui doit payer. En fait, avec leurs balivernes sur la solidarité, la gauche et les verts en veulent tout simplement à l'argent de

ceux qui travaillent. La gauche veut récolter l'argent des gens qui travaillent et assument leurs responsabilités¹⁰. **C'est toujours aux autres, donc à nous, de payer pour la politique de la gauche**. La majorité bourgeoise au Conseil fédéral résultant de l'élection d'un deuxième représentant de l'UDC est parvenue à ralentir de manière significative l'endettement de la Confédération. A fin 2005, la dette était de 130,3 milliards de francs. Pour 2006, on peut même attendre une légère réduction de la dette d'environ 5 milliards de francs¹¹.



Source: DFF, OFS

⁶ Communiqué de presse du Département fédéral des finances du 14 février 2007.

⁷ Plan financier 2008–2010 (voir communiqué du DFF du 14 septembre 2006). Pendant cette période, la quote-part de l'Etat doit passer de 11,2% en (2006) à 11,8% (2010).

⁸ DFI, résultats des comptes d'Etat, endettement.

⁹ Economiesuisse, Newsletter 5/2006.

¹⁰ Voir au chapitre 7 la liste des nouveaux impôts et nouvelles redevances (Impôts et redevances).

¹¹ C'est notamment lié à la vente des actions Swisscom et à la bonne situation économique.

2. Toujours plus d'impôts, de taxes et de redevances

La gauche ne veut qu'une chose: **de l'argent, de l'argent et encore de l'argent**. Elle puise sans vergogne dans le porte-monnaie des citoyennes et des citoyens. Les politiciens du camp rouge-vert **profitent de la redistribution massive** pour se remplir les poches. Chaque proposition de la gauche et des verts vise à engranger davantage d'argent et à déposer les gens de leur avoir – de cet argent qu'ils ont durement gagné. Il n'y a pas plus égoïste que la gauche. **Pour elle, tous les problèmes doivent être résolus avec l'argent des autres.**

En conséquence, les dépenses de l'Etat ne sont pas les seules à augmenter. Les prélèvements grossissent aussi. Alors que le plan financier 2008–2010 prévoit un accroissement des dépenses de 52,4 milliards de francs aujourd'hui à 62,9 milliards de francs en 2010, la **croissance escomptée des recettes** pour les années couvertes par le plan devrait être de «5% en moyenne annuelle»¹². **Pour le contribuable, cela signifie que les impôts, les taxes et les redevances représenteront une charge toujours plus lourde.**

2.1 Le PS sape les entrepreneurs et veut augmenter les impôts

Les **citations** suivantes montrent comment le PS prévoit de **saper la libre entreprise**, de **surréglementer le marché du travail** et **d'alourdir la charge fiscale**:

1. La participation à la gestion doit être introduite dans les entreprises de plus de 100 emplois (nouvelle Loi sur les constitutions d'entreprises). Parallèlement les droits syndicaux doivent être renforcés et une protection efficace contre les licenciements des représentant(e)s du personnel doit être mise en place.
2. Il faut déléguer exclusivement des représentant(e)s des salarié(e)s dans les organes de surveillance des institutions LPP (caisses de retraite, fondations, fondations collectives).
7. Les entreprises ouvertes au public et celles qui sont proches des pouvoirs publics doivent garantir la représentation des deux sexes dans leurs instances dirigeantes. Les deux sexes doivent y être représentés à hauteur d'au moins 40% dans les dix années à venir.

Plate-forme électorale du PS 2007 (Transparence et démocratie dans l'économie, p. 19 et 20)

¹² Voir le communiqué de presse du DFF du 14 septembre 2006.

9. Il faut abolir la distinction entre la soustraction d'impôt et la fraude fiscale. La soustraction d'impôt doit être combattue avec la même vigueur que la fraude fiscale.
10. La concurrence entre les cantons doit être limitée à un niveau supportable. Le tourisme d'évasion fiscale préjudiciable, que seules les personnes riches et mobiles peuvent se permettre, ne doit plus être payant. Le PS revendique par conséquent une harmonisation fiscale matérielle entre les cantons.

*Plate-forme électorale du PS 2007
(Finances et fiscalité, S. 22)*

Du point de vue du PS, une sortie aussi rapide que possible du nucléaire est indispensable pour des raisons d'approvisionnement et de sécurité. Il faut promouvoir la couverture intégrale à partir des énergies renouvelables au moyen de conditions-cadres politiques appropriées. Cela s'impose en particulier pour des motifs de politique climatique.

Plate-forme électorale du PS 2007 (Energie, S. 49)

3. Le principe de pollueur-payeur doit être maintenu et développé en tant que mesure centrale. Le «subventionnement» par la collectivité des dégradations environnementales à hauteur de quelque 9.7 milliards de CHF par an doit être systématiquement répercuté sur les pollueurs.

*Plate-forme électorale du PS 2007
(Environnement, S. 51)*

2.2 Des impôts à perte de vue

«Les impôts sont une contribution à payer sans conditions pour financer les dépenses publiques»¹³.

A cet égard, une expression adoptée par le PS est éloquente, celle de **«cadeau fiscal»**. Derrière ces termes se cache **l'idée qu'en fait la totalité du revenu de chaque citoyen appartient à l'Etat**. Ainsi, on parle de «cadeau fiscal» quand une personne ayant un revenu peut en conserver un peu plus pour elle et doit en céder un peu moins.

Exemples des hausses fiscales de la Confédération lors de ces dix dernières années: on puise toujours davantage dans la poche des citoyens:

- **Passage de l'ICHA à la TVA (plus de 1,5 milliard de francs d'impôts supplémentaires par an)**
- **Hausse de 1% de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) pour financer l'AVS**
- **Hausse de l'impôt sur les huiles minérales**
- **Hausse de l'impôt sur le tabac**
- **Introduction de l'impôt sur les maisons de jeu**
- **Introduction d'un impôt sur les «alcopops»**
- **Création d'une redevance sur le trafic des poids lourds (RPLP)**
- **Taxe d'incitation sur les composés organiques volatils (COV)**
- **Taxe d'incitation sur l'huile de chauffage**

¹³ «Steuerpolitisches Konzept der SP-Fraktion der Bundesversammlung» (Concept de politique fiscale du groupe socialiste de l'Assemblée fédérale) du 5 juillet 2005, page 5 – texte uniquement disponible en allemand.

2.3 La longue liste des impôts et taxes dont rêve la gauche

La gauche a une pléthore d'idées sur les moyens pour prendre encore davantage d'argent aux citoyens:

Taxe sur l'électricité d'origine nucléaire¹⁴

Bien que sa production ne génère pas de CO₂, il faut taxer l'électricité d'origine nucléaire.

En 2005, la consommation d'électricité d'origine nucléaire s'est élevée à 24 milliards de kWh. Même si la taxe ne dépassait pas un centime, elle générerait 240 millions de francs.

Charge: 240 mio.

Pour-cent salarial sur les revenus dépassant 107 000 francs¹⁵

(pour l'assainissement de l'AI)

Charge: 160 mio.

Pour-mille sur la masse salariale totale de l'employeur¹⁶

(pour l'assainissement de l'AI)

Charge: 300 mio.

Assurance-chômage: des contributions sur la totalité du revenu¹⁷

La gauche et les syndicats veulent étendre les contributions pour l'assurance-chômage à la totalité du revenu. Le socle du chômage doit être remonté à 125 000 personnes au minimum et les cotisations doivent être augmentées de 0,3% à 2,3% du revenu (690 millions de francs). Un pour-cent de solidarité doit être introduit sur les salaires situés entre 106 800 francs et 267 000 francs (160 millions de francs). En

¹⁴ Hans-Jürg Fehr, «Les économies de la droite ruinent la Suisse» (Tages-Anzeiger du 13.8.2004).

¹⁵ Hans-Jürg Fehr, «Les économies de la droite ruinent la Suisse» (Tages-Anzeiger du 13.8.2004).

¹⁶ Hans-Jürg Fehr, «Les économies de la droite ruinent la Suisse» (Tages-Anzeiger du 13.8.2004).

¹⁷ Plate-forme électorale 2007 du PS. Il semble évident qu'au terme de cette phase d'assainissement, on demandera que le nombre d'indemnités repasse de 400 à 520 jours.

¹⁸ BNS, bulletin mensuel des statistiques, octobre 2006.

¹⁹ Rudolf Rechsteiner dans le «Tages-Anzeiger» du 19 avril 2004.

²⁰ Données:

<http://www.erdoel.ch/site/erd565106/fra674237/fra600155056.asp?osLang=2#frage9>

outre, un demi-pourcent doit être prélevé de manière provisoire jusqu'à effacement de la dette.

**Charge: 690 mio.
160 mio.
1000 mio.**

Placements

- Imposition des participations de collaborateurs
- Impôt sur les gains en capital
- Double imposition sur les entreprises (entreprises et propriétaires)
- Imposition de la fortune: «redevance de dépôt» sur toutes les fortunes déposées en Suisse (0,1% = 4.8 milliards de francs)¹⁸

Charge: 4800 mio.

Taxe sur le CO₂

Rémunération à prix coûtant, sous forme d'électricité, du courant injecté provenant d'énergies renouvelables.

23.3.2006 Conseil national – introduction d'une taxe sur le CO₂ sur les huiles de chauffage: 9 centimes

Exigence: 30 centimes par litre d'essence, 15 centimes par litre d'huile de chauffage¹⁹. En 2005, quelque 4800 millions de litres d'essence ont été prélevés à la colonne. A raison de 30 centimes par litre, cette redevance rapporterait 1440 millions de francs supplémentaires.

Consommation de mazout en 2005: 4,8 millions de tonnes²⁰. En 2005, quelque 5500 millions de litres de mazout ont été brûlés. A raison de 14 centimes par litre, cela représente 25 millions de francs supplémentaires.

**Charge: 1440 mio.
825 mio.**

Taxe sur la valeur ajoutée²¹

Le PS veut que la Suisse adhère à l'UE et, par là même, approuve une adaptation du taux de la TVA à celui de l'UE (au moins 15%). Le PS veut que six points de TVA soient consacrés au financement de l'assurance-maladie.

Un point de TVA correspond à 3 milliards de francs. En cas d'adhésion à l'UE, les prélèvements supplémentaires dus à la taxe sur la valeur ajoutée atteindraient 19 milliards de francs (2500 francs par personne)

Charge: 22 500 mio.

Redevance pour la télévision d'Etat

Augmentation de 30 francs par année de la redevance pour la réception de programmes de télévision. Au lieu des 6,5% demandés (soit 90 millions de francs), le Conseil fédéral vient d'approuver une hausse de 2,5% (34,6 millions de francs).

Charge: 34,6 mio.

Création d'un impôt national sur les successions et les donations²²

Chaque franc épargné et hérité doit une nouvelle fois être taxé par le fisc.

Impôt de succession dès 100 000 francs. Toutes les maisons individuelles sont concernées.

Charge: 1,5 mia.

Impôt sur les gains en capital et les gains sur les participations

Initiative populaire du PS «Pour un impôt sur les gains en capital» (rejetée en 2001)²³

Charge: 1000 – 2000 mio.

Taxes d'incitation sur l'alcool et le cannabis Dépénalisation de la consommation de toutes les drogues dès 18 ans

Le PS veut légaliser la culture (pour ses propres besoins), la possession et la consommation de cannabis et de ses produits dérivés. Il entend toutefois introduire des taxes d'incitation sur les produits alcooliques et le cannabis dans le but de... limiter l'attractivité des drogues!²⁴ La consommation de toutes les drogues doit être dépénalisée dès l'âge de 18 ans.

Taxe sur les produits de luxe²⁵ (Impôt sur la richesse)

²¹ «Steuerpolitisches Konzept der SP-Fraktion der Bundesversammlung» (Concept de politique fiscale du groupe socialiste de l'Assemblée fédérale) du 5 juillet 2005, p. 30 et ss.

²² Hans-Jürg Fehr, «Les économies de la droite ruinent la Suisse» (Tages-Anzeiger du 13 août 2004).

²³ L'initiative populaire «Pour un impôt sur les gains en capital» a été rejetée le 2 décembre 2001 par une majorité de 65,9% des voix et par tous les cantons. Voir également la plate-forme électorale 2003 du PS: «Es ist eine Beteiligungsgewinnsteuer einzuführen, die den Gewinn aus dem Verkauf von wesentlichen Beteiligungen an einer Kapitalgesellschaft oder Genossenschaft erfasst.» Weiter heisst es: «Es ist eine Kapitalgewinnsteuer vorzusehen für Immobiliengewinne, die von der Bundessteuer nicht erfasst werden.»

²⁴ Papier de position du PS suisse pour une politique en matière de dépendances «Entre mise sous tutelle et laisser-faire», 5 décembre 2006, p. 31. On y lit ensuite: «Selon la dangerosité d'une substance ou d'un comportement ou selon le danger encouru par la population ou un groupe donné de cette population, il y aura lieu de choisir un mélange de mesures comprenant taxes, monopole d'État, système de licence, limitation des lieux d'approvisionnement, assurance de la qualité, déclaration obligatoire, obligation d'obtenir une patente, etc. (...) Les milliards de francs de chiffres d'affaires des drogues illégales se retrouveront alors dans des structures légales et pourront être taxés normalement.»

²⁵ Hans-Jürg Fehr, «Les économies de la droite ruinent la Suisse» (Tages-Anzeiger du 13 août 2004): «Une source supplémentaire de recettes pour l'Etat peut être trouvée dans un complément à la taxe sur la valeur ajoutée. Afin que les riches ne deviennent pas encore plus riches et les pauvres encore plus pauvres, je propose un prélèvement supplémentaire sur les produits de luxe». Les socialistes demandent depuis des années la création d'un impôt sur la richesse. Ils ont toujours fait naufrage au niveau cantonal et leur projet n'a jamais trouvé le soutien nécessaire au niveau fédéral. Ainsi, le 4 décembre 1977, une initiative socialiste «Pour un impôt sur la richesse» a été rejetée avec 55,6% de voix négatives (19,5 cantons et demi-cantons contre 2,5).

Imposition complète des rentes de vieillesse²⁶

Imposition des participations de collaborateurs²⁷

Logement²⁸

Si la valeur locative est maintenue, le PS veut limiter la déduction des intérêts passifs, imposer l'amortissement indirect et limiter la déduction des frais d'entretien. Conclusion: on veut grever la propriété du logement avec des charges supplémentaires et punir la prévoyance individuelle.

²⁶ «Steuerpolitisches Konzept der SP-Fraktion der Bundesversammlung» (Concept de politique fiscale du groupe socialiste de l'Assemblée fédérale) du 5 juillet 2005, page 10. Le PS vise ici une plus forte imposition des retraits de capital dans le cadre de la LPP. Les rentes sont déjà imposées à 100% comme des revenus aux niveaux fédéral et cantonal. Depuis 1987 déjà, la prévoyance professionnelle est imposée par la Confédération, les cantons et les communes selon le principe qui veut que si les cotisations ont pu être entièrement déduites, les prestations doivent, elles, être entièrement imposées. Certains cantons accordent toutefois des déductions forfaitaires pour les rentiers, dans la mesure où ceux-ci ne peuvent pas faire valoir des dépenses professionnelles ou autres. Dans le cas du retrait partiel du capital LPP, les taux d'imposition sont très différents selon le domicile et vont de 5 à 25%. Il est incompréhensible que la gauche veuille accabler les rentiers avec des impôts supplémentaires. Il faudrait plutôt chercher à faire le contraire, dans la mesure où de nombreuses rentes (par exemple les rentes viagères, etc.) sont déjà trop lourdement imposées. Une fois encore, on veut imposer de l'argent qui l'a déjà été.

²⁷ «Steuerpolitisches Konzept der SP-Fraktion der Bundesversammlung» (Concept de politique fiscale du groupe socialiste de l'Assemblée fédérale) du 5 juillet 2005, p. 24 et 25.

²⁸ «Steuerpolitisches Konzept der SP-Fraktion der Bundesversammlung» (Concept de politique fiscale du groupe socialiste de l'Assemblée fédérale) du 5 juillet 2005, p. 22 et ss.

²⁹ «Steuerpolitisches Konzept der SP-Fraktion der Bundesversammlung» (Concept de politique fiscale du groupe socialiste de l'Assemblée fédérale) du 5 juillet 2005, p. 44 et ss.

³⁰ «Steuerpolitisches Konzept der SP-Fraktion der Bundesversammlung» (Concept de politique fiscale du groupe socialiste de l'Assemblée fédérale) du 5 juillet 2005, p. 43 et 44. Le président du PS Hans-Jürg Fehr: «Il faut boucher les lacunes fiscales. Au plan pénal, la soustraction d'impôts doit être poursuivie de la même manière que la fraude fiscale; la valeur locative doit disparaître et les déductions qui lui sont directement liées doivent être supprimées» (voir Tages-Anzeiger du 13 août 2004, «Les économies de la droite ruinent la Suisse»). Et dans le «Concept de politique fiscale» du PS, on peut lire: «La liste des déductions fiscales est longue. Y figurent plusieurs points problématiques: les déductions pour frais professionnels, pour les kilomètres parcourus, pour les repas pris à l'extérieur; les différences entre salariés et indépendants, les déductions pour séjours hors du domicile, les déductions des frais d'administration des titres, pour versements bénévoles; la prévoyance professionnelle; prestations en capital, assurances, logement; valeur locative; frais médicaux: avec franchise, mais sans franchise pour l'AI, ce qui pose des problèmes d'application; etc. (Concept de politique fiscale du groupe socialiste de l'Assemblée fédérale, p. 43).

³¹ «Steuerpolitisches Konzept der SP-Fraktion der Bundesversammlung» (Concept de politique fiscale du groupe socialiste de l'Assemblée fédérale) du 5 juillet 2005, p. 44 et 45.

³² Plate-forme électorale 2007 du PS, p.41.

³³ «Steuerpolitisches Konzept der SP-Fraktion der Bundesversammlung» (Concept de politique fiscale du groupe socialiste de l'Assemblée fédérale) du 5 juillet 2005, p. 46.

Maintien de l'impôt sur la fortune²⁹

Suppression des déductions fiscales³⁰

Suppression des règlements pour les holdings et sociétés de domicile³¹

Le PS veut supprimer les taux d'imposition particulièrement bas pour les sociétés de domicile. Il se profile une fois de plus comme l'agent de l'UE qui exige la même chose.

Taxe

La gauche veut des taxes selon «le principe du pollueur-payeur», par exemple pour les ordures. En revanche, elle s'oppose aux taxes pour les étudiants: «Il faut toujours tenir compte du jeu et des tensions entre le principe d'équivalence et la justice sociale.»

Adhésion à l'UE³²

Conséquences: 4 à 5 milliards de francs versés nets à Bruxelles et une hausse de la TVA qui passerait de 7,6% actuellement à 15% au moins.

Harmonisation fiscale³³

Des crédits d'impôt en lieu et place des déductions fiscales: le vertueux, celui qui gagne sa vie, est pénalisé. Ceux qui vivent aux crochets de la collectivité sont récompensés.

Une caisse-maladie unique est sociale

L'initiative populaire du PS, qui a été rejetée le 11.3.2007 par 71,2% des votants et par les cantons, prévoyait une caisse-maladie unique. Elle prévoyait des primes dépendant du revenu (introduisant par la petite porte un impôt sur la santé) et un taux de TVA plus élevé afin d'assurer le financement de la caisse. Il n'y aurait plus eu de concurrence.

2.4 Ce que l'Etat soustrait déjà aux citoyens

Depuis 1990, la Suisse est le pays d'Europe où la charge fiscale a le plus fortement augmenté.

Total des recettes de la Confédération, des cantons et des communes (132,640 milliards de francs – situation 2004)

Total des impôts (97,643 milliards – situation 2004)

■ Impôt sur le revenu	42,121 milliards
■ Impôt sur la fortune	4,467 milliards
■ Impôt sur le rendement	10,628 milliards
■ Impôt sur le capital	1,589 milliards
■ Impôt foncier	0,780 milliards
■ Impôt sur les gains en capital	1,034 milliards
■ Droits de mutations et timbre	3,796 milliards
■ Impôt sur les successions et donations	1,116 milliards
■ Impôt sur les véhicules à moteur	1,851 milliards

Total des émoluments (contributions) (24,396 milliards)

■ Emoluments administratifs	2,409 milliards
■ Taxes hospitalières et de home, pensions	10,001 milliards
■ Redevances d'utilisation et prestations de service	4,861 milliards
■ Autres	7,124 milliards

Recettes de la Confédération en 2005

■ Impôt fédéral direct	12,213 milliards
■ Impôt anticipé	3,979 milliards
■ RPLP poids lourds suisses:	988 millions
poids lourds étrangers:	391 millions
■ Droits de douane à l'importation	974 millions
■ Impôt sur les maisons de jeu	357 millions
■ Droits de timbre	2,703 milliards
■ Taxe d'exemption du service militaire	128,5 millions
■ Taxe sur la valeur ajoutée	18,119 milliards

■ Taxe d'incitation COV	143 millions
■ Vignette autoroutière	306 millions
■ Impôt sur la bière	102 millions
■ Impôt sur les huiles minérales	4,979 milliards – surtaxe comprise
■ Impôt sur l'importation de véhicules automobiles	310 millions
■ Impôt sur le tabac	2,051 milliards
■ Recettes parafiscales de la Confédération	1,216 milliard

En outre:

- Primes d'assurance-maladie
- Primes d'assurance-accidents
- Primes LPP obligatoires

Une **étude du professeur Franz Jäger de l'Université de St-Gall** montre que le **taux des prélèvements obligatoires** se situe aujourd'hui **autour de 60%**³⁴.

³⁴ Franz Jäger, Urs Bernegger, Christoph Brunner, Robert Hartl; Analyse der Einnahmen der öffentlichen Hand in der Schweiz mit besonderer Berücksichtigung der nicht-steuerlichen Einnahmen und der Sozialversicherungen, St. Gallen, 21. Januar 2002, S. 6.

3. Adhésion à l'UE et internationalisme: on liquide la Suisse

En adhérant à l'UE, nous perdrons notre droit à l'auto-détermination. Ce serait également la fin de la démocratie directe, du franc suisse et de la neutralité.

Malgré cela, la gauche fait tout son possible pour que la Suisse entre dans l'UE. Il a confirmé qu'il **veut que la Suisse adhère à l'UE** dans sa nouvelle plate-forme sur l'Europe³⁵ et dans sa plate-forme électorale³⁶.

3.1 Les radicaux et les démocrates-chrétiens veulent aussi adhérer à l'UE

Mais le camp rouge-vert n'est pas le seul à vouloir entrer dans l'Europe. Les partis qui se disent bourgeois le souhaitent également: lors d'un congrès tenu en 1995 à Interlaken, le PRD s'est prononcé en faveur de l'adhésion à l'UE³⁷ et les délégués du PDC se sont prononcés en faveur de l'adhésion en 1998. En 2001, ces derniers ont même soutenu l'initiative pour l'adhésion de la Suisse à l'UE.³⁸

³⁵ Nouvelle plate-forme européenne du 4 mars 2006.

³⁶ Les socialistes écrivent notamment dans leur plate-forme électorale 2007: «Le Conseil fédéral doit relancer rapidement la demande d'adhésion à l'UE et ouvrir des négociations d'adhésion tout aussi rapidement. Seule l'adhésion à l'UE peut redonner à la Suisse sa souveraineté et lui permettre de participer aux décisions là où des décisions essentielles sont d'ores et déjà prises sur son sort.» Plus loin, il est écrit: «Le Conseil fédéral doit veiller à ce que la Suisse prépare sa politique intérieure à une entrée dans l'UE. Il faut stimuler la réforme du gouvernement et du parlement de sorte que la Suisse puisse participer efficacement aux décisions dans les organismes de l'UE.» (Plate-forme électorale 2007 du PS, p.41).

³⁷ Voir la «Neue Zürcher Zeitung» du 22.4.1995: lors de l'assemblée des délégués à Interlaken, le PRD a décidé par 102 voix contre 81 de «confirmer que l'adhésion à l'UE était l'objectif stratégique sans pour autant fixer de délai». Cette décision n'a jamais été officiellement corrigée.

³⁸ Voir «Tages-Anzeiger» du 6.4.1998. Le PDC n'est jamais revenu sur la résolution qu'il a adoptée le 4 avril 1998 à Bâle au cours d'un congrès consacré à l'Europe. Le PDC avait alors explicitement adopté l'adhésion à l'UE comme «objectif stratégique» – par 411 voix contre 48! En juillet 1999, lors d'un congrès électoral consacré aux perspectives pour le 21^e siècle, le PDC écrivait qu'il soutenait l'entrée de la Suisse dans l'UE. En 2001, les délégués du PDC ont décidé de soutenir l'initiative «Oui à l'Europe» qui demandait l'adhésion sans délai à l'Union européenne.

En exigeant l'adhésion à l'UE, ces partis renoncent à l'auto-détermination de la Suisse. Les droits démocratiques de la population seraient désactivés: l'entrée dans l'UE signifierait la fin des initiatives populaires et des référendums. Le peuple n'aurait plus le droit à la parole. Seuls des politiciens qui veulent pouvoir traiter les citoyens et citoyennes comme des enfants nourrissent de tels projets.

L'UDC est le seul parti qui défende une Suisse souveraine, indépendante et performante.

Comparaison des salaires entre la Suisse et l'UE

Revenu annuel en francs suisses d'un salarié âgé de 35 ans et père de deux enfants:

Ingénieur:

Zurich: 107 500 Berlin: 74 531 Paris: 67 969

Instituteur:

Zurich: 93 281 Berlin: 62 344 Paris: 38 594

Ouvrier qualifié:

Zurich: 75 625 Berlin: 48 750 Paris: 25 469

Agent de call center:

Zurich: 58 125 Berlin: 24 781 Paris: 31 719

UBS, Prix et salaires, 2006)

L'UE n'a résolu aucun des problèmes dont on prétend qu'ils ne peuvent être résolus qu'en collaboration avec elle: endettement public, chômage, croissance molle, abus de règlements, Etat social surdéveloppé, misère de l'éducation, criminalité et abus du droit d'asile.

3.2 Les conséquences négatives d'une adhésion à l'UE

- pression massive sur les salaires, soit: **des salaires plus bas.**
- **plus de chômage** (le taux de chômage dans la zone euro est de 8,6%. Il est de 3,8%³⁹ en Suisse).
- **des impôts plus élevés et un taux de TVA de 15% au minimum.** La taxe sur la valeur ajoutée passerait de 7,6% à 15% au moins. Sous ces chiffres se dissimulent 19 milliards de francs supplémentaires d'impôts. Pour un ménage de quatre personnes, cela représente 10 200 francs d'impôts par an. En outre, toute hausse de la TVA relance l'inflation.
- **perte de places de travail attractives et bien payées** parce que **des entreprises quittent le pays** (la hausse des impôts réduit l'attractivité de la place économique suisse).
- **disparition du franc suisse** (introduction de l'«euro») et de notre politique monétaire souveraine (dommageable pour la place financière, inflation plus forte).
- **hausse des taux d'intérêt**⁴⁰ – avec pour conséquence une **hausse des loyers pouvant aller jusqu'à 30%**⁴¹. A lui seul, l'Etat paierait environ 4 milliards de francs en intérêts supplémentaires pour ses 250 milliards de dettes. Le coût supplémentaire des intérêts pour l'ensemble de la Suisse serait de 20 milliards de francs, ce qui représente 8% de la consommation privée⁴².
- **relèvement des tarifs douaniers** pour les importations ne venant pas de l'UE et **reprise de la politique commerciale de l'UE.**
- paiement d'une contribution annuelle à l'UE de 4 à 5 milliards de francs⁴³.
- **disparition du secret bancaire:** dommages considérables pour la place financière.
- **plus d'étrangers** et plus d'immigration.
- **davantage de criminalité,** plus d'illégaux, plus d'abus du droit d'asile.
- large **perte de l'autodétermination.**
- **perte des droits populaires** (restrictions massives aux droits d'initiative, de référendum et de pétition).

- **centralisme** en lieu et place de la démocratie directe. **Bruxelles déterminerait par exemple la politique sociale, la politique des transports ou celle de l'énergie.** Dans tous ces domaines, les décisions prises à la majorité du Conseil des ministres européens doivent être acceptées et reconnues.
- **bureaucratie** bruxelloise en lieu et place de structures fédéralistes⁴⁴.
- la position des petits Etats dans l'UE ne cesse de se détériorer. Plus de droit de veto, nouvelle pondération des voix au détriment des petits Etats.
- **des juges étrangers:** la Cour européenne de justice est l'instance suprême pour tous les membres de l'UE.

³⁹ Eurostat 2005. Le taux de chômage en Suisse était encore inférieur à ces chiffres en janvier et février 2007 (3,3% et 3,2%); voir communiqué de presse du Secrétariat d'Etat à l'économie SECO du 7 mars 2007.

⁴⁰ La Suisse serait le seul pays devant adapter ses taux à la hausse pour rejoindre le niveau des taux de l'UE. La hausse des taux pour les emprunts d'Etat s'élèverait à 1,5% (niveau des taux pour les emprunts d'Etat à 10 ans en mars 2007: Suisse 2,6%, Allemagne 3,9%; hypothèques: Suisse 3,03%, Allemagne entre 4,9 et 5,4% pour les hypothèques de 1-5 ans). L'adaptation des taux coûterait à la Suisse plus de 20 milliards de francs par an, dont 4 milliards uniquement pour l'Etat.

⁴¹ Une adhésion à l'UE entraînerait également une hausse des taux hypothécaires et par conséquent des augmentations de loyer. Le niveau des taux est en Suisse nettement plus bas que dans l'UE. C'est pourquoi il faut prévoir une hausse des loyers allant de 25 à 30%.

⁴² La Suisse est le pays où l'endettement privé par habitant est le plus important. L'alignement des taux – la Suisse serait le seul pays où l'alignement des taux se ferait du bas vers le haut – coûterait à l'économie privée plus de 20 milliards de francs par an. Les propriétaires d'immeubles devraient payer quelque 6 à 8 milliards de francs d'intérêts hypothécaires supplémentaires alors que les intérêts des crédits coûteraient de 5 à 7 milliards de francs de plus aux entreprises.

⁴³ Economiesuisse, prise de position: «Politique européenne: le pragmatisme garant du succès», p. 5.

⁴⁴ La querelle fiscale avec l'UE montre clairement combien l'Union européenne est structurée de manière centralisatrice. Des réglementations fédéralistes telles que le système fiscal suisse sont considérées comme «incompatibles».

3.3 Affaiblissement de la place financière

Une **adhésion à l'UE entraînerait un affaiblissement considérable de la place financière suisse**. La suppression du secret bancaire, la disparition du franc suisse et la politique fiscale de l'UE menacent la place financière suisse qui est pourtant un instrument déterminant pour la création de valeur et pour la prospérité de tous.

Création de valeur du secteur financier (en prix courants)⁴⁵

Année	2000	2001	2002	2003	2004 (prov.)
En mrd de frs	61,7	54,7	59,4	62,5	62,0
En % du PIB	14,9	13,0	13,8	14,4	13,9

Places de travail dans le secteur financier (équivalents plein temps)

Année	2003	2004	2005	2006
Total secteur financier	185 500	183 900	180 600	181 400
En % de l'emploi total	5,8	5,7	5,6	5,6

En outre, comme l'hôtellerie et les aéroports, de nombreux domaines d'activité dépendent de la bonne marche de la place financière suisse.

⁴⁵ DFF, «Chiffres-clés relatifs à la place financière suisse», actualisés en décembre 2006.

⁴⁶ L'UE qualifie «d'aide d'Etat» les régimes d'imposition que certains cantons accordent aux sociétés d'administration, sociétés de holding et sociétés. C'est pourquoi elle estime que le système fiscal suisse (plus précisément certains régimes d'impositions cantonaux), sont incompatibles avec l'interdiction des aides d'Etat formulée dans l'art. 23 de l'Accord de libre-échange du 22 juin 1972. Cette argumentation est aussi neuve qu'absurde: de faibles taux d'imposition ne sont pas des aides d'Etat.

Contribution au commerce extérieur

Exportations nettes de services financiers, part nominale à l'excédent de la balance suisse des transactions courantes, en milliards de francs:

Année	2002	2003	2004	2005
Total banques et assurances	14,0	15,0	15,4	17,0
Part en % à l'excédent de la balance	38,7	25,8	25,5	25,1

3.4 Perte de souveraineté

En cas d'adhésion à l'UE, **le droit européen prendrait le pas sur le droit suisse. Tout ce que l'UE décide devrait être repris en Suisse**. Seuls les politiciens qui ne sont pas prêts à assumer leurs responsabilités peuvent souhaiter une telle perte de souveraineté.

Une adhésion à l'UE saperait **les fondements même de notre Etat** (neutralité, démocratie directe, fédéralisme et indépendance) ou, **pire encore, les détruirait**.

La **«querelle fiscale»**, à savoir les menaces et les attaques de Bruxelles contre le système fiscal de plusieurs de nos cantons, **témoigne de la manière dont les fonctionnaires de l'UE traitent les petits Etats**. Pour Bruxelles, la Suisse doit modifier son système fiscal et prélever davantage d'impôts.

L'UE attaque ainsi directement la souveraineté de la Suisse. En outre, la référence à l'accord de libre-échange de 1972 n'a pas de sens⁴⁶. Car en fait le problème est ailleurs: la situation financière de tous les Etats membres de l'UE s'est dramatiquement dégradée au cours des 30 dernières années. Les finances publiques de nombreux pays ont été ravagées par les gouvernements socialistes successifs et elles enregistrent chaque année des déficits de plusieurs milliards. On manque d'argent dans tous les coins de l'Europe. Dans ces circonstances, la concurrence fiscale suisse est particulièrement dérangeante. D'une part, parce que la situation en Suisse offre aux entreprises une alternative intéressante aux pays de l'UE ruinés par la gauche. D'autre part, parce que

l'imposition modeste qui prévaut en Suisse est une concurrence qui met les pays de l'UE sous pression. Ici également, le **camp rouge-vert joue un jeu dangereux**. La gauche est même prête à **servir les intérêts de l'UE**. Dans la querelle fiscale, elle se prend pour la cinquième colonne de l'UE. Les socialistes veulent **abolir le secret bancaire, démanteler la concurrence fiscale**, restreindre l'autonomie des cantons en matière fiscale, augmenter les taux d'imposition des sociétés de domicile et, plus généralement, uniformiser la fiscalité⁴⁷. **En décembre 2005, des représentants du PS se sont même rendus à Bruxelles pour faire de la propagande contre la concurrence fiscale suisse auprès de certains représentants de l'UE**⁴⁸.

3.5 L'économie et le gouvernement disent maintenant non à l'adhésion

Pour les raisons mentionnées plus haut, **l'économie rejette également une adhésion de la Suisse à l'UE**. L'association faitière de l'économie, *economiesuisse*, écrit sans détours: «Une adhésion de la Suisse à l'UE n'est pas intéressante pour l'économie suisse. Les accords bilatéraux ont répondu aux principaux besoins des entreprises. Les gains d'efficacité engendrés par une adhésion seraient largement contrebalancés par de nombreux inconvénients économiques et politiques (politique monétaire, politique fiscale et financière, politique du marché du travail et politique sociale)»⁴⁹. Plus loin, ce texte qualifie l'adhésion à l'UE de «problématique»: «L'adhésion à l'UE ne constitue donc pas une option, du point de vue de l'économie suisse»⁵⁰. Grâce à l'influence de l'UDC, le Conseil fédéral prend lui aussi toujours plus de distance par rapport à une adhésion à l'UE. Dans son Rapport Europe 2006, le gouvernement ne considère plus l'adhésion comme un «objectif stratégique» mais comme une «option à long terme»⁵¹.

3.6 L'activisme en politique étrangère affaiblit la Suisse

La gauche répète comme un mantra que la Suisse pratique une «politique isolationniste». Ce reproche est absolument

sans fondement: depuis toujours, notre pays a entretenu des liens économiques et culturels très étroits avec l'étranger. D'ailleurs, si on la compare avec d'autres pays, il devient vite évident que la Suisse est particulièrement ouverte au monde. Cependant, **l'activisme dans la politique étrangère affaiblit notre pays** et engendre de nombreux désavantages. Nous en sommes maintenant quasiment arrivés au point où la Suisse peut reprendre des directives et des conventions internationales avec la bénédiction d'une petite majorité du Parlement qui refuse au peuple et aux cantons tout droit de participation. C'est ainsi qu'on **disqualifie progressivement le fédéralisme par le biais d'accords internationaux** et que l'on contourne les véritables instances de la démocratie directe. (Voir également chapitre 4).

L'adhésion de notre pays à l'ONU entraîne de nouvelles contraintes. Elles ne renforcent pas notre souveraineté et encore moins la crédibilité de notre neutralité. Et il faut être attentif: apparemment, certains milieux verraient bien la Suisse dans l'OTAN. En 1999, le PRD écrivait dans un document de travail qu'un des objectifs était «l'intégration dans l'alliance OTAN/ONU»⁵². Et le 1^{er} avril 1999, la conseillère aux Etats Erika Forster rajoutait que «l'adhésion à l'OTAN doit être un objectif, au même titre que l'adhésion à l'ONU et à l'UE».

⁴⁷ Le PS comme cinquième colonne de Bruxelles. Le PS agit comme l'exécuteur de la politique fiscale centralisatrice de l'UE. Dans sa nouvelle Plate-forme européenne (21.4.2006) est écrit que «d'une consolidation durable de l'instrumentaire communautaire visant à lutter contre la soustraction d'impôts transfrontalière et la nuisible concurrence fiscale» (p. 199). Et dans leur plate-forme électorale 2007, les socialistes demandent: «La distinction entre soustraction fiscale et escroquerie fiscale doit être abandonnée. La soustraction fiscale doit être combattue comme l'escroquerie fiscale.» (plate-forme électorale 2007 du PSS, p. 22). Ailleurs, le PS demande la suppression des taux d'imposition préférentiels pour les sociétés de domicile («Steuerpolitisches Konzept der SP-Fraktion der Bundesversammlung» – Concept de politique fiscale du groupe socialiste de l'Assemblée fédérale, du 5 juillet 2005, p. 24 et ss.). L'UE exige la même chose et exerce des pressions sur la Suisse. Pour le moment, la conseillère fédérale socialiste Micheline Calmy-Rey fait mine de résister.

⁴⁸ Le 1^{er} décembre 2005, un fonctionnaire du PS, Matthias Manz, a remis un document de travail à une commission du Parti socialiste européen (PSE), voir «NZZ am Sonntag» du 18 février 2007. En octobre 2005, la conseillère nationale socialiste Susanne Leutenegger-Oberholzer avait déjà annoncé dans la «NZZ am Sonntag»: «La pression sur la Suisse va s'accroître; et j'y contribuerai».

⁴⁹ Economiesuisse, prise de position: «Politique européenne: le pragmatisme garant du succès», p. 7.

⁵⁰ Economiesuisse, prise de position: «Politique européenne: le pragmatisme garant du succès», p. 7.

⁵¹ Rapport Europe 2006 du 28 juin 2006 (06.064), p. 6620.

⁵² «Vision 2007».

4. Disqualification des processus de décision démocratiques

Parce qu'elle veut donner toujours plus de pouvoir à l'Etat, la gauche disqualifie toujours davantage les processus de décision démocratiques.

■ **L'activisme sans précédent qui prévaut dans la politique étrangère** pousse la Suisse à signer toujours plus de traités et d'accords internationaux. En conséquence, elle doit également reprendre toujours plus **de normes et de prescriptions internationales**. Dans la plupart des cas, c'est le Parlement qui tranche et le peuple et les cantons ne peuvent plus participer aux décisions. **On disqualifie ainsi progressivement le fédéralisme par le biais de traités et de conventions internationales** et l'on contourne les véritables instances de la démocratie directe.

■ En Suisse, **de plus en plus de décisions** sont transférées au **gouvernement** et à **l'administration**. Dans la plupart des cas, on prétend que les citoyens «ne sont pas assez compétents» pour ce type de décisions. Ou alors, comme c'est le cas pour les naturalisations, une décision ne peut être soumise à la population en raison «des dispositions du droit de la protection des données».

4.1 Du «retour à l'essentiel» en matière de droits populaires

Il y a dans les lois plusieurs expressions qui peuvent coûter très cher à l'Etat: «encourager», «soutenir», «garantir», «incitation financière», etc. sont les termes avec lesquels les politi-

ciens rouges-verts cherchent à fixer des prestations étatiques dans la législation.

L'interventionnisme de la gauche n'a pas de limites. Les cantons doivent encourager les fusions de communes. Les jardins d'enfants – un sujet qui en fait relève des communes – doivent être soutenus par la Confédération au moyen d'incitations financières. Et même la reconnaissance officielle de nouvelles communautés religieuses par le droit public ne doit plus être réglée par les constitutions cantonales (décision populaire) mais par voie de lois et d'ordonnances (actes administratifs)⁵³.

La gauche veut aussi «revenir à l'essentiel» des droits populaires. Ce qui pour elle signifie: simplifier. En réalité, il s'agit ici de réduire fortement les droits démocratiques de participation en les limitant aux points les plus importants.

La **volonté de contourner les instances démocratiques** se manifeste également dans le cadre des prélèvements obligatoires où l'on constate une augmentation dramatique des taxes et redevances au niveau communal. Les impôts progressent moins fortement. L'explication est simple. Il n'y a pas besoin d'une votation populaire pour introduire ou augmenter de telles redevances.

⁵³ Dans la plupart des cantons, les Eglises catholique romaine et évangélique réformée sont reconnues de droit public (certains cantons reconnaissent aussi l'Eglise catholique-chrétienne ou des communautés israélites). Ces communautés ont certains privilèges (par exemple le droit de lever des impôts ou un accès facilité à certaines données administratives) que les autres, de droit privé, n'ont pas. Actuellement, la reconnaissance officielle de communautés musulmanes est en discussion dans plusieurs cantons. Il est difficile d'imaginer que ce statut soit accordé si c'est au peuple de décider. En revanche, les chances d'être reconnues de droit public seraient plus grandes pour les communautés musulmanes si c'est l'administration qui statue.

4.2 Les naturalisations sont réduites à des actes administratifs

L'exemple le mieux connu est celui des **naturalisations**. En Suisse, **la décision d'accorder la naturalisation a toujours été un acte éminemment politique** qui ne peut pas être laissé à l'arbitraire. En outre, notre système ne reconnaît pas de droit à la naturalisation: les citoyens sont libres de décider comme ils l'entendent.

Le Tribunal fédéral a remis en question ce principe dans ses arrêts du 9 juillet 2003⁵⁴ et du 12 mai 2004⁵⁵ en qualifiant la naturalisation d'acte administratif et en considérant comme légitime le droit de recourir contre le rejet d'une demande de naturalisation. Cela, bien que le législateur ait voulu exactement le contraire. La Commission fédérale contre le racisme a «salué avec satisfaction» ces décisions⁵⁶.

La **naturalisation n'a rien à voir avec la question des droits de l'homme**: un refus de naturalisation n'est pas une atteinte aux droits de l'homme – quels que soient les motifs du refus. En revanche, la question de la liberté d'expression et celle de la liberté de s'exprimer dans les urnes ont, elles, beaucoup à voir avec les droits de l'homme. **La liberté d'opinion est une des valeurs centrales les plus importantes de la démocratie dans la culture occidentale chrétienne**. C'est pourquoi il est faux que les juges se prononcent sur les décisions de naturalisation prises par des assemblées communales ou en votations populaires: **le citoyen n'a de compte à rendre à personne lorsqu'il vote**.

4.3 De la morale plutôt que des faits

Les funestes années nonante ont vu **«le politiquement correct» prendre** le pas sur la liberté d'expression. Les moralistes de gauche et leurs alliés ont rendu **taboue** toute une série de thèmes et ont ainsi bloqué pour des années la recherche de solutions à d'importants problèmes: abus du droit d'asile⁵⁷, abus de l'assurance-invalidité⁵⁸, immigration incontrôlée⁵⁹, marasme de l'éducation, criminalité étrangère⁶⁰, profiteurs sociaux, aide au développement, subventions à la culture, etc. Si l'on se soumettait aux volontés de la gauche, il ne serait plus non plus possible de parler des décisions démocratiques sur les naturalisations ou des contradictions entre les conceptions islamiques et les valeurs chrétiennes occidentales.

L'UDC, elle, dit ce qu'elle pense. Elle défend la liberté d'expression, que ce soit contre les moralistes de gauche, contre les extrémistes musulmans ou n'importe quels autres extrémistes.

⁵⁴ BGE 129 I 217 et BGE 129 I 232.

⁵⁵ BGE 130 I 140.

⁵⁶ Communiqué de presse de la Commission fédérale contre le racisme du 10 juillet 2003.

⁵⁷ Dans une prise de position sur la révision du droit d'asile, la Commission fédérale contre le racisme (CFR) parle de «discrimination raciale indirecte» (septembre 2005). Pour sa part, le PS a combattu tous les projets présentés par l'UDC pour résoudre les problèmes de l'asile. Et chaque année, on a dépensé de un à deux milliards de francs sans enregistrer de progrès. Pendant des années en revanche, on a toléré les trafics de drogue pratiqués par des réseaux de requérants bien organisés. Lors de la campagne sur la révision de la loi sur l'asile soumise au peuple en septembre 2006, la gauche a ressorti sa morale pour éviter une véritable discussion, basée sur des faits et des arguments. La conseillère nationale zurichoise Vreni Hubmann a estimé que la loi sur l'asile était l'expression d'une «attitude fondamentalement xénophobe» (Neue Zürcher Zeitung, 24.8.2006). En 2002, lors du débat au Conseil national sur l'initiative populaire de l'UDC «contre les abus dans le droit d'asile», la gauche a une nouvelle fois nié la réalité d'abus. En revanche, elle a de nouveau sorti l'artillerie morale. Cécile Bühlmann (Verts/LU): «Une action de propagande politique de l'UDC», Ruth-Gaby Vermot (PS/BE): «xénophobe», Jean-Jacques Schwaab (PS/VD): «exacerber les ressentiments», Claude Janiak (SP/BL): «slogans creux».

⁵⁸ Lors de son congrès du 2 décembre 2006, le PS a décidé de combattre la 5^e révision de l'AI par référendum. Les socialistes souhaitent ainsi faire échouer toute amélioration, même minimale (travail plutôt que rente). Le 16 février 2007, le comité directeur du PS a officiellement recommandé le rejet de la 5^e révision de l'AI.

⁵⁹ Lorsque le conseiller national radical Philipp Müller, après avoir présenté des statistiques montrant un lien entre la propagation du sida en Suisse et l'augmentation du nombre de requérants noirs africains, a demandé un test de dépistage, le PS a immédiatement répondu en parlant de «schéma xénophobe». Le PS Suisse a, lui, qualifié Philipp Müller de «politicien raciste» bien que ses arguments soient solides.

⁶⁰ Après le viol collectif d'une fillette de 13 ans par des enfants étrangers dans une école de Zurich Seebach, le PS a rejeté les mesures plus dures requises par l'UDC en qualifiant cette demande de «tentative facile de se profiler».

4.4 Atteintes à la liberté d'expression

La **norme pénale antiraciste** représente une tentative pour limiter la liberté d'expression et empêcher d'aborder des problèmes brûlants. Une **commission contre le racisme** a été créée spécialement pour faire respecter cette norme. La composition de la Commission fédérale contre le racisme (CFR) est éloquente. Représentants des Eglises, gauchistes, syndicalistes et représentants des œuvres d'entraide s'y bousculent. La CFR est un exemple typique des réseaux et copinages de la gauche dans l'administration, les œuvres d'entraide et les groupements ecclésiastiques.

Cette instance ne cesse d'abuser de sa position pour se mêler de politique: force est de constater qu'elle n'arrête pas

de critiquer la Suisse, les valeurs libérales et les partis bourgeois. L'UDC n'est pas d'accord. Il n'est pas juste qu'un organe financé par l'Etat fasse de la politique. Et il n'est pas admissible que ces milieux **s'attribuent mutuellement des mandats de recherche et d'expertise sur le dos des contribuables**. La Suisse n'a pas besoin d'une instance qui dicte ce qu'on ose dire, ou non.

Mais cela ne suffit pas à la gauche qui exige que la liberté d'expression soit encore plus sévèrement poursuivie⁶¹. Ces articles de loi n'ont qu'un objectif: étouffer et désavouer les opinions politiquement incorrectes à l'aide de plaintes et de dénonciations en justice. En fait, on veut museler les citoyens.

⁶¹ Voir Plate-forme électorale du PS 2007: «Des normes pénales plus strictes doivent être adoptées afin de réprimer des mensonges ou des dénigrement des communautés étrangères et une politique nationale de lutte contre le racisme et la xénophobie doit être mise en place par la Confédération et les cantons.» (p. 64). Le PS qualifie sans hésiter de «diffamatoire» ou «xénophobe» toute affirmation qui ne lui convient pas. Il empêche ainsi la discussion sur des sujets qu'ils est pourtant urgent d'aborder.

Les conséquences et les effets de la norme antiraciste sont absurdes:

Les Verts ont déposé une dénonciation pénale contre l'éditorialiste Frank A. Meyer pour avoir écrit le 5 septembre 2004 dans les colonnes du «SonntagsBlick» que «les origines de l'islamisme et de son terrorisme doivent être recherchées dans l'Islam lui-même». Le ministère public a classé l'affaire en mars 2005.

Le président de l'UDC soleuroise Heinz Müller a été dénoncé pour avoir abordé la violence des Albanais du Kosovo dans une interview publiée en avril 2005 par la «Solothurner Zeitung»: «Les étrangers ne connaissent pas nos usages et il ne vont pas non plus les assimiler. Prenez l'exemple des Albanais du Kosovo. Ils manifestent une violence que nous ne connaissons pas ici.» Condamné en première instance, Heinz Müller a fait recours et a été acquitté en seconde instance.

Le directeur de la police biennoise Jürg Scherrer a été dénoncé pour avoir écrit que: «Les immigrants (qu'on appelle des réfugiés) venant du Kosovo contribuent de manière disproportionnée à l'augmentation de la violence et de la criminalité en Suisse». Il a été condamné en première instance à une amende de 2000 francs, peine qui a été confirmée par la Cour suprême du canton de Berne. Mais finalement, le 6 octobre 2006, il a été blanchi par le Tribunal fédéral (BGE 131 IV 23).

En 1997, plusieurs personnes ont été dénoncées à Bärenschwil et condamnées à des amendes pour avoir tourné en dérision dans la gazette du carnaval les demandes en dommages et intérêts d'organisations juives américaines.

Une procédure pénale a été ouverte contre plusieurs personnes à Hinwil en février 1997 pour avoir publié dans la gazette du carnaval une chanson satirique dans laquelle les requérants d'asile étaient décrits comme des fraudeurs et des trafiquants de drogue. Les accusés ont été condamnés à des amendes.

Janvier 2007: le journaliste de la «Weltwoche» Urs Paul Engeler est dénoncé sur la base de la norme antiraciste pour avoir critiqué la politique de subventions à l'égard des Rétoromanches.

5. Toujours moins de libertés et toujours plus de lois

Aux yeux de la gauche, c'est l'Etat qui décide. La liberté personnelle des citoyens n'est que secondaire. La collectivité prime sur l'individu. **Avec sa foi en la toute-puissance de l'Etat et le flot de règlements qui en résulte, la gauche étrangle l'économie et étouffe la vie politique dans notre pays.** Jamais par le passé, on a produit autant de lois qu'aujourd'hui⁶². Alors qu'en 1900, les nouveaux actes législatifs édictés pendant l'année trouvaient encore place sur 427 pages, il en fallait cinq fois plus en 2005 (presque 6700 pages). La jungle d'articles et la bureaucratie sont toujours plus envahissantes – ce qui signifie également toujours plus de restrictions pour les citoyens, l'économie et les arts et métiers.

Au total, le recueil systématique du droit fédéral comptait en 2006 quelque 56 000 pages – tendance en forte hausse. Et jamais encore il n'y a eu autant de règlements aussi absurdes:

- Depuis peu, les piercings et les tatouages sont réglementés dans la loi⁶³.
- En ville de Zurich, une redevance pour «utilisation de l'espace aérien public» peut, dans certains cas, être levée sur les drapeaux accrochés devant les hôtels⁶⁴.

⁶² Source: Chancellerie fédérale.

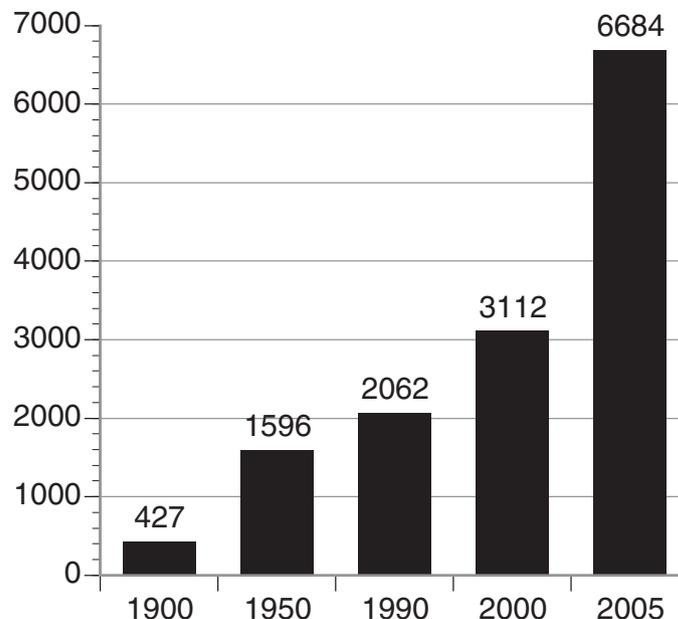
⁶³ Art. 40 de l'Ordonnance sur les denrées alimentaires et les objets usuels du 23.11.2005 et art.3 et ss de l'Ordonnance sur les objets destinés à entrer en contact avec les muqueuses, la peau ou le système pileux et capillaire, et sur les bougies, les allumettes, les briquets et les articles de farces et attrapes du 23.11.2005. (Ordonnance sur les objets destinés à entrer en contact avec le corps humain.)

⁶⁴ Règlement de la ville de Zurich sur les redevances applicables aux concessions d'usage particulier (722.120).

⁶⁵ Directives sur l'aménagement des terrasses d'établissements publics, Département des travaux publics du canton de Bâle-Ville, septembre 2006. Ce règlement précise que les tables et les chaises doivent être «fines» et que les couleurs doivent être en harmonie avec l'environnement. Chaque restaurant n'ose utiliser «qu'un seul type de parasols», sur lesquels il n'est pas autorisé de placer de la publicité pour des tiers (mais la publicité y est autorisée pour le propre établissement). L'administration contrôle le respect de ce règlement.

⁶⁶ Weltwoche, 27/05.

Nombre de pages de lois fédérales



- l'exemple de la Direction des travaux publics de Bâle, différentes villes ont édicté des directives très précises sur l'aménagement et l'ameublement de l'espace public, en particulier des terrasses.⁶⁵
- Dans le canton de Berne, une grand-mère a même besoin d'une autorisation si elle veut, de manière répétée, s'occuper de ses petits-enfants plusieurs fois par semaine – elle est punissable si elle n'en a pas.⁶⁶

5.1 Interdiction de publicité et discrimination des personnes âgées

Il est possible de multiplier à volonté les exemples de lois qui ont été adoptées à l'initiative du camp rouge-vert et dont personne n'a besoin. Ainsi, la conseillère nationale Doris Stump exige que le Conseil fédéral élabore les bases légales d'une «**interdiction de la publicité sexiste**»⁶⁷. Cosignée par 21 parlementaires socialistes, la motion veut interdire la publicité où «une personne de l'un ou l'autre sexe (...) est dégradée (...) notamment du fait qu'il n'existe pas de rapport naturel entre elle et l'objet même de la publicité ou qu'elle sert uniquement d'élément d'accroche visuelle». La branche de la publicité serait ici réglementée d'une manière qu'on ne peut que qualifier de ridicule et cela, sans le moindre bénéfice pour la société.

Et si les choses se passaient comme le souhaite le conseiller d'Etat socialiste zurichois Markus Notter, les **personnes âgées n'obtiendraient plus leur permis de conduire que pour une période limitée**. La prolongation du droit au permis serait liée à la fourniture d'une attestation médicale.⁶⁸ Cette nouvelle réglementation, inutile, discriminatoire et inacceptable ébranlerait durement une frange de la population toujours plus importante.

5.2 Un fardeau irresponsable pour les PME

Mais c'est notre économie, **et plus particulièrement les PME et les arts et métiers**, qui souffrent le plus de cette **avalanche continue** de nouveaux règlements. La gauche utilise l'appareil législatif pour accroître sans cesse le contrôle de l'Etat sur nos entreprises.

L'Administration fédérale des contributions vient à nouveau d'en livrer un triste exemple. Par voie de circulaire, elle a non seulement augmenté l'imposition des **liquidations partielles indirectes**, mais elle les a surtout rendues plus compliquées. Cette circulaire est l'exemple même d'un règlement inutile qui complique la vie de nos PME dans le seul but de générer des impôts supplémentaires⁶⁹. La **bureaucratie** toujours plus large et chicanière qui accompagne la **TVA** tombe dans la même catégorie.

L'hystérie qui s'est développée autour des **particules fines** est tout aussi incompréhensible. Cela n'empêche pas le camp rouge-vert de se lancer dans une orgie de règlements. Ainsi, en décembre 2006, le groupe des Verts au Conseil national proposait des «mesures d'urgence contre les poussières fines»⁷⁰ et, en juin 2005, la conseillère nationale Evi Allemann a exigé que tous les véhicules diesel de Suisse soient équipés d'un filtre à particules⁷¹. Sans un mot sur les coûts immenses que cela allait engendrer ni sur les innombrables règlements qui devraient suivre. Et surtout, sans se pencher sur les faits: entre 1970 et 2005, les émissions de particules fines ont presque diminué de moitié en Suisse⁷² – en priorité grâce aux évolutions et aux innovations dans l'industrie automobile et non en raison des politiciens rouges et verts.

⁶⁷ Motion du 23.06.06, No 06.3373.

⁶⁸ Recommandation de la CCDJP 10.11.06.

⁶⁹ Voir la circulaire No 14 de l'Administration fédérale des contributions (AFC), entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2007. Concernant la liquidation partielle indirecte: la vente d'une PME (en majorité des SA à l'heure actuelle) n'est généralement possible que si le vendeur laisse une partie conséquente du prix d'achat sous forme de prêt à intérêts. Le 11 juin 2004, le Tribunal fédéral avait fait fureur en arrêtant que cette manière de procéder était à considérer comme une liquidation partielle indirecte, le prix d'achat étant acquitté au moyen des bénéfices futurs de la société vendue. En conséquence, la différence entre le produit de la vente et la valeur nominale des participations est un produit imposable de la fortune. L'impôt est dû à l'Etat au moment de la vente, et cela indépendamment du fait que le vendeur touche réellement le montant ou qu'il doive le toucher plus tard (sous la forme de bénéfices versés). L'UDC avait critiqué cette décision qui n'est pas favorable aux entreprises et ne sert que les intérêts du fisc.

⁷⁰ Interpellation du 4.12.2006, No 06.3640

⁷¹ Motions du 17.6.2005, Nos 05.3447/8

⁷² OFEV, publications, Environnement No 379, p. 41.

5.3 La gauche mine la liberté d'expression

L'article contre le racisme du Code pénal suisse est également un bon exemple. Il est symptomatique de l'interventionnisme d'Etat cher à la gauche. Il faut sans cesse créer des nouveaux tabous et réglementer de manière systématique la vie publique et la vie privée.

Aux yeux de la gauche, **une grande partie de la population** devrait en fait être soumise à une «rééducation» afin qu'elle comprenne ce qui est «politiquement correct». L'article contre le racisme est un des instruments de cette rééducation. Il doit permettre d'étouffer et de désavouer les opinions politiquement incorrectes à l'aide de plaintes et de dénonciations en justice.

A cet égard, les explications du Conseil fédéral dans son message de mars 1992 sont intéressantes. Le Conseil fédéral se dit conscient du fait que «des dispositions pénales ne suffisent pas à elles seules à contrer la xénophobie et le racisme. Il ressort d'ailleurs de la convention qu'il faut des mesures dans les domaines de l'éducation et de la culture pour améliorer la compréhension entre les divers groupes de la population et pour intégrer 'l'étranger' dans notre société sans qu'il soit contraint d'abandonner son identité»⁷³.

5.4 Contre la bureaucratie, la surréglementation et les lois inutiles

La liste peut être allongée à volonté avec, entre autres exemples, les interdictions de fumer absurdes et les nouveaux certificats de salaire. Les partis de gauche et les fonctionnaires rouges et verts continuent ainsi de miner notre avenir par de nouveaux articles et de nouvelles contraintes. Trop longtemps, les partis bourgeois n'ont fait que regarder comment la gauche dévastait notre pays. Et malheureusement, des élus des deux partis du centre ont trop souvent aidé le camp rouge-vert à trouver des majorités pour des lois parfaitement absurdes.

De plus, souvent, des avocats de gauche abusent de ces lois, non pour une Suisse meilleure mais pour tenter de neutraliser des adversaires politiques. L'UDC en revanche poursuivra son combat contre la bureaucratie, la surréglementation et les lois inutiles. Pour l'UDC, un règlement n'a de sens que s'il est vraiment indispensable et il faut garantir aux citoyennes et aux citoyens de notre pays le plus de libertés possible⁷⁴.

L'UDC est le seul parti qui lutte contre les obsessions régulatrices de la gauche. Elle s'en tient à l'adage éprouvé: **«Quand il n'est pas absolument nécessaire de créer une loi, il est absolument nécessaire de ne pas créer de loi»**⁷⁵.

⁷³ FF, 1992 III 272.

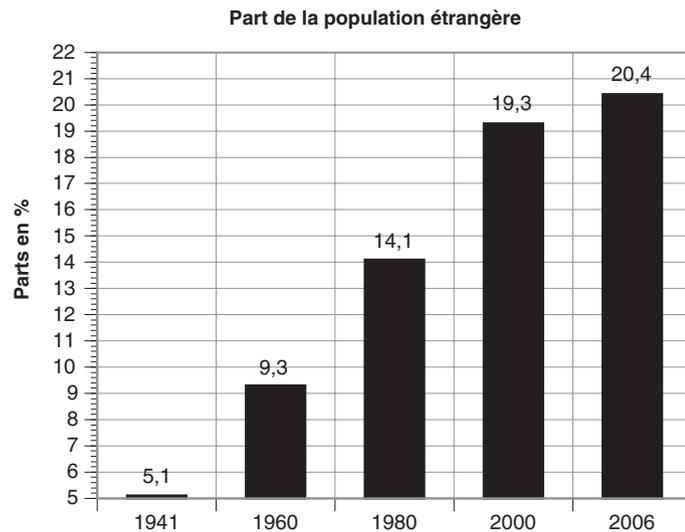
⁷⁴ Plate-forme électorale 2007–2011 de l'UDC, notamment p. 12, 22, 48, 60 et 82.

⁷⁵ Montesquieu (1689–1745).

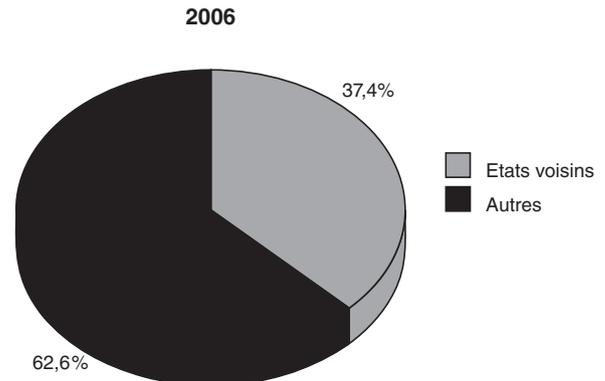
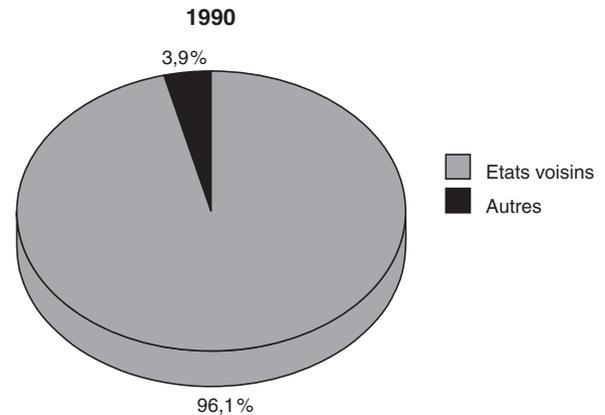
6. Politique des étrangers: encore plus de problèmes d'immigration

La gauche veut ouvrir les frontières à tout le monde⁷⁶. Conséquences: hausse du chômage, de la criminalité, des abus sociaux, baisse de la qualité de l'enseignement scolaire. **L'augmentation massive de la proportion étrangère** est

inquiétante. De 5,1% en 1941, la part des étrangers à la population de la Suisse était de 14,1 en 1980 et dépasse 20% aujourd'hui.



Composition de la population étrangère



⁷⁶ Cf. à ce sujet le document stratégique du PS «Bases de la politique de migration du 19/20.10.2002: «Sofortiger Familiennachzug, bedingungslos und unabhängig von der Aufenthaltsbewilligung des Ehegatten, auch für ihre Kinder bis zum 21. Altersjahr und für die eigenen Eltern und die Eltern des Ehegatten.» En d'autres termes, la gauche veut aggraver les problèmes d'immigration. Plus les enfants viennent tard, plus les jeunes immigrants sont âgés, plus difficile est leur immigration. Preuves en sont la criminalité et le chômage parmi les jeunes migrants (notamment des Balkans). On peut lire ce qui suit dans le document du PS sur l'intégration: «La Suisse est un pays d'immigration. Il est dans son intérêt qu'elle le reste.» (p. 1)

La gauche affirme:

- **il y a du travail pour tout le monde en Suisse**⁷⁷.
- **l'Etat social doit s'occuper de toutes les personnes qui veulent immigrer en Suisse.**

Deux mensonges qui sont mortels pour la Suisse: cette politique conduit au chômage, à la criminalité, au minage de l'enseignement, à la destruction des œuvres sociales.

La gauche a combattu la nouvelle loi sur les étrangers qui règle l'immigration⁷⁸ et elle s'est également opposée à la loi révisée sur l'asile qui vise à régler les abus massifs dans le droit d'asile⁷⁹. Ces abus comprennent aussi le trafic de drogues organisé par des requérants d'asile.

La **gauche veut des naturalisations en masse**⁸⁰ sans examen de la volonté ou de la capacité des sujets de s'intégrer. Les deux partis rouges-verts ont soutenu le projet de naturalisation facilitée que le souverain a clairement refusé le 26 décembre 2004⁸¹. L'UDC a été le seul parti gouvernemental à combattre cette réforme.

La gauche veut **accorder le droit de vote et d'élection à tous les étrangers aux niveaux cantonal et communal**⁸². En clair, la gauche veut faire des Suisses une minorité dans leur propre pays. Par exemple quand il s'agit de naturalisations, de taux d'imposition, de la construction de minarets, de l'instruction religieuse, de la scolarité, etc.

6.1 Nouvelle augmentation du nombre de requérants d'asile et d'abuseurs

Les conséquences de la politique de la gauche menée pendant des années dans le domaine de l'asile sont désastreuses:

- plus des trois quarts des requérants d'asile sont incapables de justifier objectivement leur demande.
- un grand nombre de requérants d'asile ne présentent pas de papiers d'identité officiels et forcent ainsi la Suisse à les accueillir, car malgré le refus de leur demande ils ne peuvent pas être renvoyés dans leur pays faute de papiers. La gauche réclame l'accueil collectif de ces sans-papiers⁸³.

- de nombreux requérants d'asile recourent à tous les instruments juridiques à disposition même dans des cas totalement désespérés.
- si on considère la statistique des condamnations de ces dernières années, on est frappé par la forte proportion de requérants d'asile criminels: chez les jeunes requérants d'asile de sexe masculin le taux de condamnation est deux fois plus élevé que chez les Suisses du même âge. Si on exclut les violations du droit de la circulation routière ainsi que du droit des étrangers et du Code pénal militaire, on constate que le taux de condamnation est **12 fois** plus élevé que chez les Suisses⁸⁴!

⁷⁷ «À court et à moyen terme, il faut conduire une politique migratoire qui accepte l'immigration de ressortissant(e)s de pays non-membres de l'UE selon des critères donnés qui ne s'appliquent qu'aux entreprises (application d'une convention collective de travail, financement de mesures d'intégration, etc.)» (Plate-forme électorale 2003 du PS, p. 30). En d'autres termes, la gauche veut ouvrir le marché du travail suisse aux immigrants du monde entier. Conséquences: encore plus de chômage, encore plus de pression sur les salaires, encore plus d'étrangers avec des problèmes d'intégration. «Le personnel immigré doit bénéficier des mêmes possibilités de mobilité professionnelle et géographique que le personnel indigène.» (Plate-forme électorale 2003 du PS, p. 31). En clair, au lieu de demander aux immigrants de s'occuper eux-mêmes de leur intégration, l'Etat (donc nous) organise et paie leur intégration.

⁷⁸ Votation populaire du 24 septembre 2006: les citoyennes et les citoyens ont clairement approuvé la loi sur les étrangers avec une proportion acceptante de 68%.

⁷⁹ Votation populaire du 24 septembre 2006: les citoyennes et les citoyens ont massivement approuvé la loi sur l'asile avec une proportion acceptante de 67,8%.

⁸⁰ «Régler les naturalisations selon des critères objectifs pour garantir l'égalité des chances. La législation doit prévoir une naturalisation facilitée pour les deuxième et troisième générations.» (Plate-forme électorale 2003 du PS, p. 31). En clair, le peuple n'a strictement plus rien à dire concernant les naturalisations.

⁸¹ Les arrêtés fédéraux correspondants ont été rejetés par 56,8% (naturalisation facilitée de la deuxième génération) et 51,6% des votants (troisième génération).

⁸² «Il faut octroyer les droits de vote et d'éligibilité aux personnes de nationalité étrangère d'abord au plan communal, puis cantonal.» (Plate-forme électorale 2003 du PS, p. 64).

⁸³ «Les sans-papiers sont des personnes qui doivent vivre cachées alors qu'elles n'ont pas commis de crime. «...Aucun être humain n'est illégal. ... Notre pays peut mettre fin à son isolement s'il accueille ces gens. Voilà pourquoi j'en appelle à sa solidarité qu'il peut, une fois n'est pas coutume, prouver avec un papier.» Adolf Muschg, Männedorf, 27.10.2001, sur <http://www.sans-papiers-bern.ch/aktuell/muschg>.

⁸⁴ ODM, Rapport final du groupe de travail Criminalité étrangère, 5.3.2001.

Si la gauche gagne, la Suisse ouvre toutes grandes ses portes aux requérants d'asile; les abuseurs seront récompensés. **Des milliards de francs d'argent des contribuables seront dépensés pour l'industrie de l'asile contrôlée par la gauche.** La gauche a combattu la nouvelle loi sur l'asile, donc toutes les tentatives de lutter efficacement contre les tricheries et les abus dans le droit d'asile. Les revendications du camp rouge-vert dans ce domaine sont explicites:

«Le séjour des requérants d'asile doit être digne de notre tradition de l'accueil des personnes persécutées, qu'ils soient les victimes de violences publiques ou privées.»

(Document stratégique du PS «Bases de la politique de migration», 20.10.2002, p. 4)

«Les actes de violence privés doivent être considérés comme une persécution; ils donnent droit à l'asile.»
(Plate-forme électorale du PS 2007, p. 66)

En clair, la gauche veut accorder l'asile quasiment au monde entier – au frais de la population laborieuse suisse. Une disposition légale qui contraindrait la Suisse d'accueillir les victimes de violence privée serait une porte ouverte aux abuseurs et aux tricheurs. Les frais et les problèmes qui en découleraient seraient supportés par les Suisses.

«Toutes les personnes admises provisoirement doivent être autorisées à faire venir sans délai en Suisse leurs conjoint(e)s et enfants.»
(Plate-forme électorale du PS 2007, p. 66)

En clair, chaque requérant d'asile qui a obtenu un droit de séjour – très souvent par des pratiques douteuses – peut immédiatement faire venir sa famille. Conséquence: hausse des coûts d'entretien et impossibilité de renvoyer ces personnes par la suite.

6.2 Immigration clandestine

Si le camp rouge-vert gagne, l'immigration va augmenter⁸⁵. Surtout une immigration dont nous ne voulons pas, celle de personnes difficiles à intégrer, de personnes ayant des idées religieuses aux antipodes de nos valeurs démocratiques, de personnes mal formées qui cherchent juste à profiter des prestations sociales au lieu de s'intégrer dans le monde du travail. L'augmentation de cette forme d'immigration accroît les problèmes de l'enseignement, augmente le nombre de profiteurs sociaux et de criminels. Elle fait perdre à la Suisse son identité. L'UDC défend une autre politique⁸⁶.

⁸⁵ «L'ensemble du personnel concerné par les chiffres 1 et 2 doit bénéficier du droit au regroupement familial, comme c'est le cas pour les ressortissant(e)s de l'UE.» (Plate-forme électorale 2003 du PS, p. 31). Dans la plate-forme électorale 2007 du PS on peut lire: «Toutes les personnes admises provisoirement doivent être autorisées à faire venir sans délai en Suisse leurs conjoint-e-s et enfants.» (p. 66). En clair, encore plus d'immigration de personnes difficiles à intégrer car de cultures éloignées, encore plus de problèmes dans les écoles, encore plus d'immigration incontrôlée. «L'autorisation de séjour d'un couple doit être individuelle pour chaque membre du couple et sa validité ne doit plus dépendre d'un ménage commun.» (Plate-forme électorale 2003 du PS, p. 30). En clair, une personne entrée en Suisse ne peut plus être renvoyée dans son pays d'origine. Ce principe encourage les faux mariages.

⁸⁶ Ruth Dreifuss, ancienne conseillère fédérale socialiste, a affirmé dans la campagne de votation sur la nouvelle loi sur l'asile que les abus étaient des «cas isolés» (Tages-Anzeiger, 7.4.2006). Commentant l'initiative UDC contre les abus dans le droit d'asile, le conseiller national Patrice Mugny a parlé «du reflet de la culture de l'abus, critiquant ainsi l'UDC parce qu'elle avait appelé les abus par leur nom. Des années durant les abus dans le droit d'asile ont été niés et, tout à coup, pendant la campagne électorale, on a dit que «même des mesures renforcées n'empêcheraient pas les abus (Ruth Genner, présidente des Verts suisses) ou encore que «le durcissement est inefficace contre les abus» (Jürg Krummenacher, directeur Caritas Suisse) (Schweizer Illustrierte, 4.9.2006).

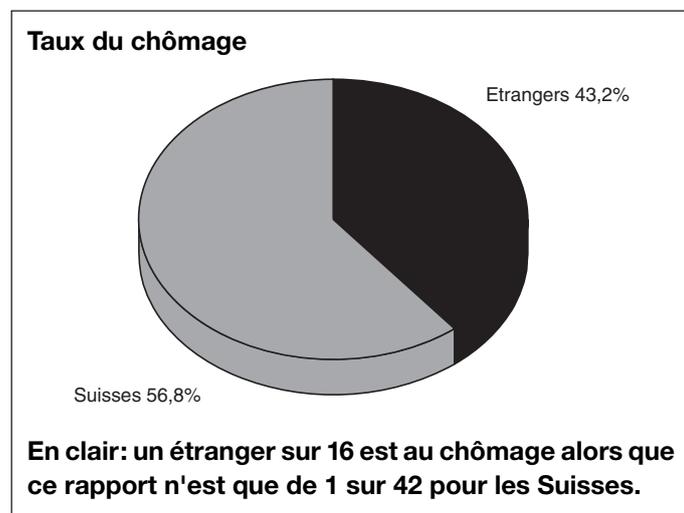
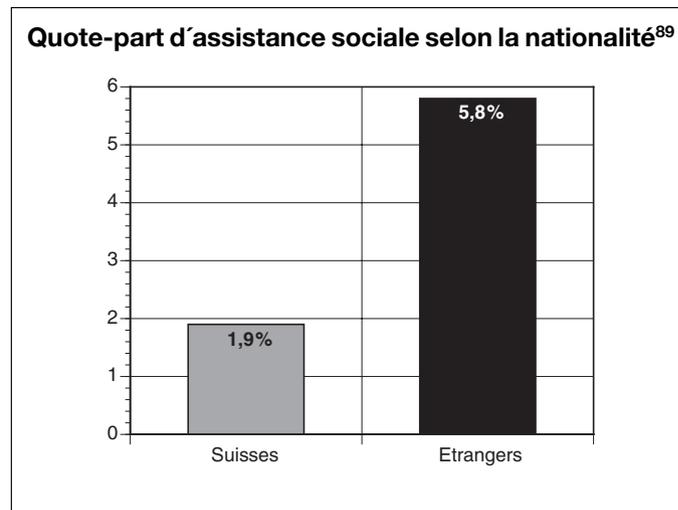
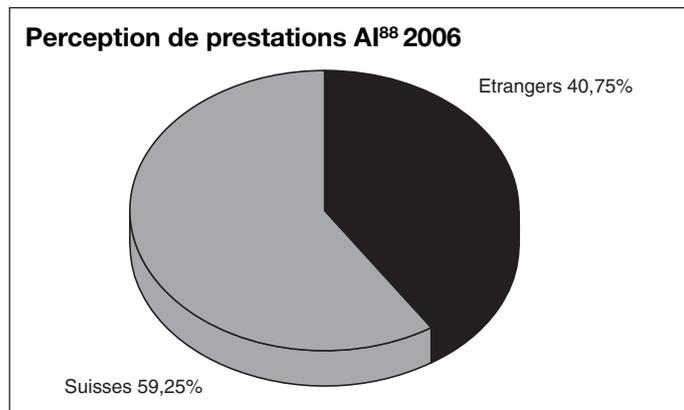
6.3 Les étrangers chargent nos œuvres sociales

Rentes AI

Gion Pieder Casaulta et Marco Reichmuth ont fait la preuve que des immigrants en provenance d'ex-Yougoslavie ont reçu dans le canton de Zoug durant les neuf ans écoulés 20,8% des nouvelles rentes AI alors qu'ils ne représentent que 6,1% de la population. Ce constat ne peut pas s'expli-

quer par l'activité professionnelle, car tous les autres étrangers réunis (sans les ex-Yougoslaves) ont perçu 15,5% des nouvelles rentes et représentent 16,3% de la population. Les Suisses ont touché 62,9% des nouvelles rentes alors qu'ils constituent 78,4% de la population⁸⁷.

Sur 298 684 rentiers AI, 67 766 étrangers perçoivent leur rente en Suisse, 36 942 à l'étranger (janvier 2006). 39% des nouveaux rentiers sont des étrangers (2006).



⁸⁷ Gion Pieder Casaulta, Marco Reichmuth; Moral Hazard in der 1. Säule, Schweizerische Zeitschrift für Sozialversicherung und berufliche Vorsorge, Band 50/2006.

⁸⁸ OFS, Statistique AI 2004.

⁸⁹ OFS, Quote-part d'assistance sociale selon la nationalité et le sexe, 2004.

6.4 Délinquants choyés et tourisme criminel

L'UDC a été le seul parti à réclamer l'internement des délinquants sexuels et dangereux⁹⁰. La gauche et ses alliés préfèrent ménager les malfaiteurs et exposent ainsi la population à de graves dangers.

C'est à la gauche que nous devons **une justice et une exécution des peines qui ménagent les criminels**. Les socialistes font passer les droits des malfaiteurs avant la sécurité de la population. Au point que les autorités relâchent des criminels extrêmement dangereux dans le but de faire des expériences thérapeutiques sans s'inquiéter des dangers que court la population.

Exemple: Début 2006 le violeur récidiviste «Albert G.» en congé de détention a commis plusieurs actes de violence sexuelle sur des femmes. L'assouplissement de ses conditions de détention a été autorisé par Markus Notter, directeur de la justice zurichoise et socialiste.

La **jurisprudence d'inspiration socialiste** voit dans les malfaiteurs des «victimes de la société». Or, des criminels sont d'abord des criminels et doivent être punis comme tels. Et les peines doivent avoir un effet dissuasif pour protéger la société.

⁹⁰ Votation de février 2004 sur l'initiative populaire «internement à vie pour les délinquants sexuels ou violents jugés très dangereux et non amendables»: cette initiative a été clairement acceptée en obtenant 56,2% des voix des votants et 21,5 voix cantonales. Cela n'empêche pas la gauche de faire obstruction contre l'application de ce projet (cf. Tages-Anzeiger du 25.11.2006). Le conseiller national vert et président de la commission Daniel Vischer a osé affirmer que la commission n'avait pas «capitulé», mais qu'elle avait «simplement refusé d'appliquer une norme constitutionnelle contraire au droit international». Et d'ajouter qu'il n'y avait pas de marge d'interprétation. «Ce n'est pas la tâche du législateur de concrétiser des textes légaux impossibles.» (Tages-Anzeiger du 12.12.2006).

⁹¹ 60% des détenus des prisons proviennent des Balkans (Facts, 10.6.2004). Cf. aussi le rapport final du groupe de travail Criminalité étrangère (AGAK) du 5 mars 2001: «Dans l'ensemble les plus fortes parts d'étrangers parmi les condamnés sont relevées dans les délits violents (notamment le bagarres et les agressions avec 82%, le trafic de stupéfiants avec 80% et les cambriolages avec un taux estimé à 64%) (p. 6).

⁹² Office fédéral de la police, Rapport sur la sécurité intérieure de la Suisse 2002, p. 18.

⁹³ Office fédéral de la police, Rapport sur la sécurité intérieure de la Suisse 2005, p. 53 s.

Si le camp-rouge vert gagne les élections, les criminels jouiront de plus de liberté. **La gauche ménage les malfaiteurs et va même jusqu'à nier la criminalité étrangère**. Or, les faits sont objectivement incontestables⁹¹. Preuves en sont de nombreux rapports de l'Office fédéral de la police:

«En 2002, la part des étrangers dénoncés pour trafic de drogue en Suisse avoisinait les 80%. Le marché de l'héroïne est contrôlé par les groupes de souche albanaise, alors que les groupes d'Afrique occidentale, présents presque partout en Suisse, dominent le trafic de rue de la cocaïne. Les trafiquants ouest-africains, en particulier, font montre d'une propension élevée à la violence. Certains indices donnent à penser que les criminels de souche albanaise abandonnent lentement le trafic de rue, opèrent plus discrètement et transfèrent une partie de leurs activités sur le trafic d'êtres humains et la prostitution. Les criminels de souche albanaise dominent toujours le gros trafic d'héroïne.»⁹²

«Les activités des groupes criminels de souche albanaise n'ont pas changé de façon notable. Leurs réseaux ont dominé l'ensemble du marché suisse de l'héroïne. Les groupes ont tenté de continuer à diversifier leurs activités criminelles en trafiquant non seulement l'héroïne et la cocaïne, mais aussi les drogues de synthèse. Ils ont également essayé de gagner des parts de marché dans le domaine lucratif de la prostitution. Des indices laissent penser que leur influence devrait prendre de l'ampleur dans le trafic de migrants et, dans une moindre mesure, dans la traite d'êtres humains. L'Europe du Sud-Est est aujourd'hui l'une des régions de transit les plus importantes pour le trafic de migrants à destination de l'Europe occidentale. Les organisations albanaises de passeurs jouent un rôle prépondérant dans ce trafic. Les groupes criminels de souche albanaise disposent, sur le plan international, d'un excellent réseau tissé dans le cadre du trafic de drogue et peuvent ainsi tirer profit de leurs contacts et de leurs expériences.»⁹³

«Actifs à l'échelle mondiale, les groupements criminels d'Afrique de l'Ouest ont également déployé en Suisse des activités portant essentiellement sur le trafic de drogue, sur les escroqueries et les fraudes, sur la traite d'êtres humains et sur la falsification de documents de toutes sortes. La plupart des instigateurs sont originaires du Nigeria. C'est avec une grande habileté tactique et psychologique que ces groupements criminels abusent de tierces personnes.»⁹⁴

Les autorités policières préfèrent persécuter les automobilistes pour le moindre manquement que d'agir contre les vrais fléaux: violence et vandalisme, cambriolages en série, criminalité parmi les requérants d'asile, trafic d'êtres humains, prostitution forcée, mais aussi contre une culture de la violence développée par certains groupes d'étrangers ainsi que contre la dégradation des mœurs chez les jeunes.

Nos rues sont de moins en moins sûres. Les femmes se font grossièrement harceler, des agressions sans raison aucune ont lieu lors de fêtes et dans les discothèques. Des étrangers tabassent des recrues suisses. Les requérants d'asile s'adonnent sans crainte aucune au trafic de drogues. La violence juvénile explose. Les menaces font partie du quotidien.

Grâce à la politique de la gauche la Suisse est extrêmement intéressante pour les touristes criminels. Un système légal offrant un maximum de droits aux délinquants et le standard confortable des prisons suisses n'ont guère d'effet dissuasif sur les criminels du tiers-monde. Si la gauche gagne les élections, les criminels continueront d'être choyés.

6.5 Criminalité étrangère

La criminalité étrangère est extrêmement élevée si on tient compte de la part de 20% des étrangers à la population de la Suisse. Les plus fortes parts d'étrangers sont recensées dans les condamnations pour délits violents (notamment les bagarres et les agressions avec 82%), le trafic de drogues (80%) et les cambriolages (64%)⁹⁵.

Deux autres chiffres pour illustrer cette problématique
En 2005

■ **70,5% de tous les détenus étaient des étrangers**⁹⁶.

■ **50% de tous les condamnés étaient des étrangers.**

En analysant la criminalité étrangère en fonction des pays d'origine des malfaiteurs (par exemple sur la base des chiffres du canton d'Argovie) on fait le constat suivant: 48,2% proviennent des pays d'ex-Yougoslavie (36,7%) et de Turquie (11,5%)⁹⁷.

Cette tendance doit enfin être stoppée. Pour cela, il faut surtout dénoncer les constantes tentatives de la gauche de dissimuler ou de minimiser les vrais problèmes.

⁹⁴ Office fédéral de la police, Rapport sur la sécurité intérieure de la Suisse 2003, p. 12.

⁹⁵ Office fédéral de la police, Rapport sur la sécurité intérieure de la Suisse 2003, p. 12.

⁹⁶ OFS, Chiffres-repères concernant les institutions de détention.

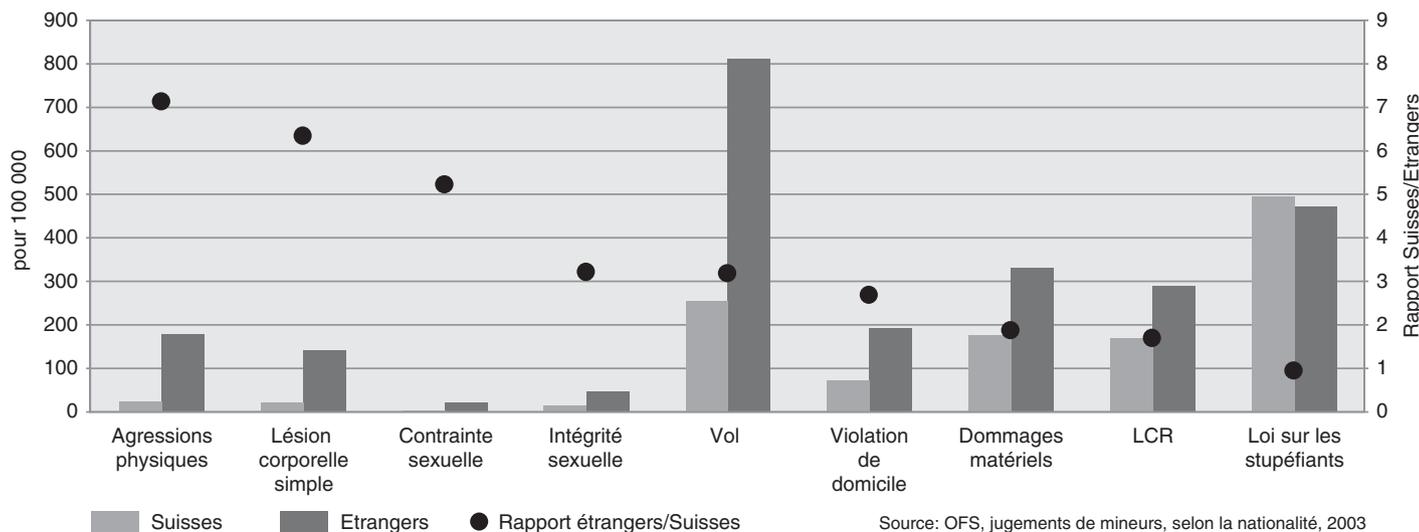
⁹⁷ Police cantonale d'Argovie, Lutte contre la criminalité / Statistique 2005.

6.6 Violence juvénile

En 2003, 32% des jugements prononcés contre des mineurs concernaient des étrangers. 46,9% d'entre eux provenaient d'ex-Yougoslavie (29,9%), de Turquie (6,6%) et des pays de l'est (10,4%)⁹⁸.

Alors que les mineurs suisses contreviennent le plus souvent à la législation sur les stupéfiants, les enfants et adolescents étrangers se rendent surtout coupables d'agressions physiques, de blessures corporelles simples, de menaces, de vols et de harcèlement sexuel.

Selon la statistique criminelle de l'Office fédéral de la police, il y a eu 646 viols en Suisse en 2005. La police a identifié 353 auteurs dont 52 étaient des mineurs et 302 de nationalité étrangère⁹⁹. En 2006, les **délits sexuels de jeunes étrangers** ont tristement fait la une des journaux. Rien d'étonnant dans ces conditions que de plus en plus de citoyens demandent l'abandon d'une politique néfaste d'inspiration socialiste.



Source: OFS, jugements de mineurs, selon la nationalité, 2003

⁹⁸ BFS, Statistique des condamnations de mineurs 2003, Neuchâtel, janvier 2005.

⁹⁹ Office fédéral de la police, Statistique criminelle, janvier 2006.

En ville de Zurich, une bande de jeunes a violé une fille de 13 ans. Les autorités et les médias ont, dans un premier temps, tenté de dissimuler les origines des malfaiteurs. Plusieurs jours après on a pu lire ce qui suit dans le «Tages-Anzeiger»: «Parmi les douze personnes arrêtées il y a six Suisses. Il semble qu'il s'agisse de jeunes naturalisés originaires des Balkans et de Turquie; les autres proviennent également des Balkans alors qu'un est originaire d'Italie et un autre de la République dominicaine. Les douze jeunes sont connus de la police, notamment pour des actes de brigandage.»

En novembre 2006 on a appris qu'un viol collectif s'était déroulé à Steffisburg (BE). Les auteurs: deux frères albanais de 15 et de 16 ans, un Pakistanais (15 ans), un Suisse d'origine tamoul (16), un Brésilien (18) et deux autres étrangers de 18 ans.

C'est également en novembre 2006 que le public a été informé sur d'odieux actes de profanation commis contre l'église catholique de Muttenz. Des jeunes ont souillé l'autel avec des excréments, uriné dans les fonts baptismaux, arraché des fleurs et détruit plusieurs objets. L'affaire n'a pas été relatée au niveau national alors que l'auteur a été attrapé: il s'agit d'un garçon musulman originaire des Balkans.

Début 2006 la commune grisonne de Rhäzüns a été le théâtre d'une agression brutale contre une fillette de cinq ans. Les deux violeurs sont des garçons de 10 et de 13 ans originaires du Kosovo.

6.7 La gauche demande l'accueil collectif des sans-papiers

Les sans-papiers sont des personnes qui doivent vivre cachées alors qu'elles n'ont pas commis de crime. « ...Aucun être humain n'est illégal. ... Notre pays peut mettre fin à son isolement s'il accueille ces gens. Voilà pourquoi j'en appelle à sa solidarité qu'il peut, une fois n'est pas coutume, prouver avec un papier.»¹⁰⁰

¹⁰⁰ Adolf Muschg, Männedorf, 27.10.2001, sur <http://www.sans-papiers-bern.ch/aktuell/muschg>.

6.8 Explosion des naturalisations

La **situation chaotique et désastreuse** que connaissent aujourd'hui certaines villes suisses s'explique pour une bonne part par une immigration incontrôlée et une pratique totalement négligente en matière de naturalisation.

L'objectif déclaré de la gauche est de **réduire artificiellement la proportion d'étrangers en simplifiant à outrance la procédure de naturalisation**. C'est bien pour cette raison qu'elle combat systématiquement les procédures démocratiques dans ce domaine. De l'avis de la gauche, la naturalisation doit devenir un **simple acte administratif**. Les autorités décident, les citoyens n'ont qu'à se taire.

Durant les 15 dernières années, le nombre des naturalisations a fait un bond chaque année.

Naturalisations annuelles

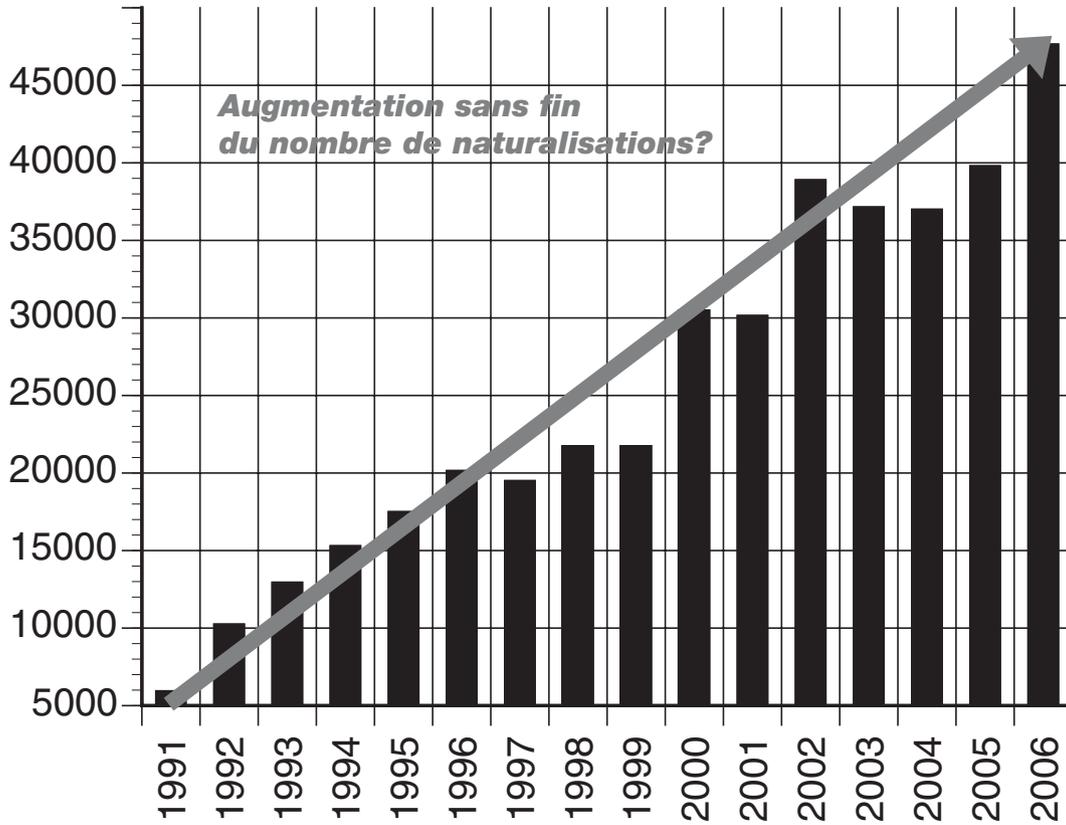
1990	6 183
1995	17 453
2000	30 452
2001	30 075
2002	38 833
2003	37 070
2004	36 957
2005	39 753
2006	47 607
Total:	405 375

6.9 Augmentation constante de l'immigration

Chaque année environ 100 000 personnes immigrent en Suisse. La majeure partie de cette immigration est due aux regroupements familiaux et aux mariages.

1990	117 711
1995	94 268
2000	87 448
2001	101 353
2002	101 876
2003	94 049
2004	96 270
2005	94 357
2006	102 657

Nombre de naturalisations par an



7. Les conséquences de la politique de formation menée par la gauche

Aucun autre pays au monde ne dépense autant d'argent par élève que la Suisse. Pourtant, la Suisse doit se contenter d'un classement moyen dans l'étude internationale PISA sur les performances des écolières et des écoliers. Pourquoi? Parce que la gauche contrôle la politique de la formation.

7.1 Pédagogie gentillette au lieu de concurrence et de performance

La mentalité de mai 68 s'est totalement imposée dans le secteur de l'enseignement. **Les conséquences de cette infiltration gauchiste sont désastreuses: pédagogie antiautoritaire, suppression des notes à l'école primaire, abandon général du principe de la performance, connotation négative donnée à des notions comme la volonté à l'effort, la discipline et le talent.**

L'absence de discipline, le désordre et le manque de concentration marquent aujourd'hui le quotidien scolaire. La peur, la violence, l'alcool et la drogue sont devenus une triste réalité dans les cours de récréation de nos écoles.

C'est à ce niveau qu'il faut intervenir. La concurrence doit être renforcée et il faut revenir au principe de la performance. **L'effort doit être encouragé et apprécié par des notes.** Les écoliers ont le droit de savoir où se situent leurs forces et leurs faiblesses. Il faut y voir aussi une préparation aux rigueurs du monde du travail.

La suppression des notes affaiblit la volonté à l'effort à l'école primaire. Il est inutile et même contre-productif quand les instituteurs font des appréciations vagues qui laissent planer le doute auprès des élèves et de leurs parents quant aux compétences réelles des écoliers.

Il faut imposer des **plans d'étude plus sévères** à l'école primaire et secondaire afin de répondre aux **exigences du monde du travail**. Concrètement, il s'agit de donner plus de place aux mathématiques et aux sciences naturelles ainsi que de focaliser l'effort sur la **maîtrise de la langue d'enseignement**. Tout le monde est perdant quand des jeunes quittent l'école de base avec des compétences minimales dans ces disciplines-clés et sont mal armés pour affronter les exigences de la vie professionnelle.

7.2 Une politique de migration erronée provoque des problèmes à l'école

Les erreurs de la politique de migration menée en Suisse se répercutent aussi sur le niveau qualitatif de l'enseignement. **L'étude Pisa confirme qu'une proportion excessive d'enfants étrangers dans les classes abaisse le niveau des performances scolaires de tous les enfants.** Ce qui n'empêche pas les élus politiques rouges-verts de vouloir faire venir **encore plus d'étrangers de cultures lointaines**. Nos enfants sont les principales victimes de cette politique.

L'UDC se bat contre cette politique: **il n'est pas acceptable que nos enfants souffrent de l'influence négative qu'exercent des immigrants refusant de s'intégrer.**

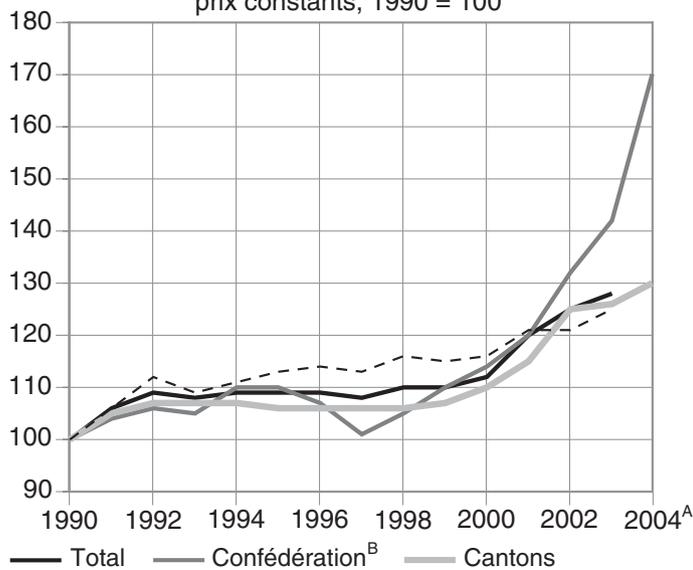
Les enfants n'ayant pas des **connaissances suffisantes de la langue nationale** pratiquée sur place doivent recevoir un enseignement séparé jusqu'à ce qu'ils aient atteint le niveau linguistique nécessaire. Et les jeunes étrangers violents doivent être punis sévèrement. Les parents étrangers incapables de contrôler leurs enfants criminels doivent être privés de leur autorisation de séjour et renvoyés dans leur pays.

7.3 Gaspillage et engagement inefficace des fonds disponibles

Dans chaque débat budgétaire la gauche critique les prétendues économies dans le domaine de l'enseignement. Elle recourt à cet effet à des slogans et des graphiques mensongers. La réalité est différente: **les dépenses de formation ont massivement augmenté depuis le début des années nonante.**

Nonobstant cette augmentation constante des dépenses pour l'instruction publique, la gauche et ses alliés du camp bourgeois ne cessent de se lamenter. Dans le cadre du débat sur la promotion de la recherche scientifique – débat qui ressemblait davantage à un bazar oriental qu'à une assemblée parlementaire – le Conseil fédéral a finalement fait passer de 4,5 à 6% le taux d'accroissement des dépenses fédérales. Et cela bien que le taux précédent fût déjà largement supérieur à la croissance moyenne des dépenses de la Confédération¹⁰¹.

Dépenses publiques pour la formation selon la source de financement, développement prix constants, 1990 = 100

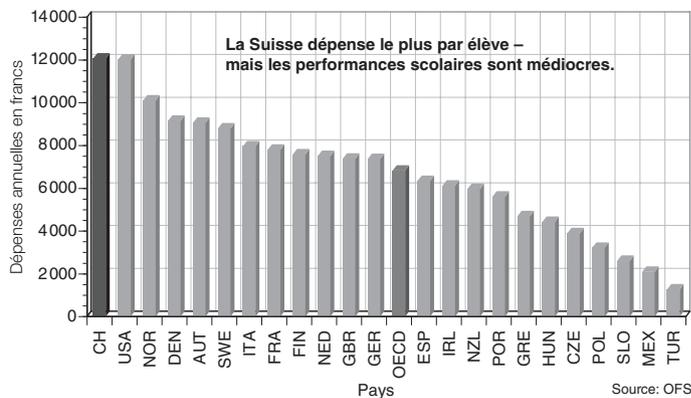


© Office fédéral de la statistique

--- Communes

7.4 Plus d'argent pour moins de performances?

Face à l'augmentation massive des dépenses pour la formation depuis le début des années nonante, on serait tenté de croire que les performances ont également progressé. Erreur. C'est le contraire qui s'est passé. La Suisse se classe dans la moyenne de l'étude Pisa alors qu'elle dépense le plus par élève en comparaison internationale.



Il est évident que plus d'argent ne génère pas forcément plus de connaissances. L'UDC demande donc que les fonds disponibles soient investis de manière plus efficace et plus utile.

^A Données provisoires

^B Instituées depuis 1997, les Hautes écoles spécialisées sont une nouvelle position dans les dépenses fédérales

¹⁰¹ La croissance moyenne des dépenses de la Confédération est de 3% cette année.

8. Etat social sans bornes: payer et encore payer?

Les fatales années nonante ont provoquée l'émergence d'une **mentalité revendicatrice face à l'Etat**. Au lieu d'assumer leurs responsabilités individuelles, de plus en plus de gens préfèrent réclamer l'aide de l'Etat. La gauche favorise évidemment cette mentalité, car chaque citoyen dépendant de l'Etat est un électeur socialiste potentiel. Et chaque citoyen dépendant de l'Etat renforce le copinage social et ses profiteurs.

8.1 Encourager la mentalité d'assisté au lieu de récompenser l'effort et la performance

Plus la gauche est forte, plus il y a de personnes dépendant de l'Etat; plus il y a de personnes dépendant de l'Etat, plus la gauche est forte. La ville de Bâle illustre cette règle de manière spectaculaire. Malgré la présence d'une industrie chimique puissante, la politique rouge-verte a poussé la ville de Bâle au bord de la ruine:

- la deuxième dette cantonale de Suisse¹⁰²
- le plus fort endettement par habitant de Suisse¹⁰³
- deuxième au classement des primes d'assurance-maladie les plus élevées de Suisse
- la plus forte proportion de rentiers AI (9,18% des personnes en âge d'exercer une activité lucrative)¹⁰⁴
- la plus forte proportion d'assistés sociaux de Suisse¹⁰⁵.

¹⁰² Entre 1990 et 2004, la dette publique de Bâle a passé de 2,5 à près de 5 milliards de francs (rapport du Conseil fédéral sur le développement de la dette publique en Suisse, 14.12.2006).

¹⁰³ L'endettement moyen par habitant était de 9700 francs en 2004. A Bâle, il atteint 25 800 francs (rapport du Conseil fédéral sur le développement de la dette publique en Suisse, 14.12.2006).

¹⁰⁴ Statistique AI 2006.

¹⁰⁵ La quote-part de l'aide sociale est de 6,5% dans le canton de Bâle-Ville. La moyenne suisse est de 3% (OFS, Statistique sociale 2004).

¹⁰⁶ Weltwoche, 10/06.

¹⁰⁷ Rapport sur l'invalidité selon les branches, 13.5.2004.

¹⁰⁸ Rapport sur le personnel et l'aspect social des CFF 2001/2002, p. 26.

- un quart environ de la population n'a pas de revenu propre: 13 000 perçoivent l'aide sociale, 4000 vivent des indemnités de chômage, 17 000 touchent une rente AI; 11 000 bénéficient des prestations complémentaires AVS ou AI¹⁰⁶.

Durant les fatales années nonante, la mentalité d'assisté encouragée par la gauche, qui considère l'Etat comme un self-service, s'est définitivement imposée.

Qu'il s'agisse du secteur social ou de la santé publique, de l'asile ou des administrations publiques, des écoles, de la culture ou des médias d'Etat: dans tous ces domaines la gauche et les profiteurs qu'elle entretient accaparent des **milliards de francs d'argent des contribuables** pour elle et sa clientèle.

Ces transferts extraordinaires vers les institutions sociales et de prévoyance de la Confédération représentent près d'un quart de la dette fédérale actuelle. Mais ce n'est pas tout: les employés des services publics continuent de profiter d'un **traitement de faveur encouragé par la gauche.**

Quelques faits:

- aux CFF on compte actuellement plus de retraités que d'actifs!
- le risque de devenir invalide dans une administration publique est nettement plus grand (0,83%) que dans la moyenne des autres branches (0,53%). Après les chantiers du bâtiment, les bureaux de l'administration semblent être les endroits les plus dangereux pour les travailleurs! Il y a proportionnellement beaucoup plus de cas AI dans les administrations publiques que dans l'agriculture, dans les entreprises de production ou dans l'hôtellerie¹⁰⁷.
- En 2002, par exemple, chaque collaborateur des CFF a manqué en moyenne 16,56 jours de travail (sans les vacances, les jours fériés, etc.)¹⁰⁸.

- Durant les années 1998 à 2004, l'âge moyen de départ à la retraite des employés des CFF (y compris les mises à la retraite pour invalidité) se situait entre 57,2 et 59,5 ans¹⁰⁹. En 2005, l'âge moyen de départ à la retraite était de 60,9 ans¹¹⁰.
- contributions fédérales extraordinaires aux caisses de pension de la Poste 4,3 mia. Fr.
des CFF 12,5 mia. Fr.
de la caisse de pension fédérale 12,8 mia. Fr.
- transfert extraordinaire en faveur de l'AI de moyens financiers en provenance du fonds des allocations pour perte de gain destinées aux soldats: 3,7 milliards de francs

8.2 Dangereuse expansion de l'Etat social

La gauche ne cesse d'étendre l'Etat social mais elle se moque complètement de savoir qui va financer ces excès. Elle revendique des prestations sociales supplémentaires pour plusieurs milliards de francs, mais la facture devra être payée par la population laborieuse et l'économie. Une telle politique détruit la force économique du pays, augmente le chômage et alourdit les impôts et autres prélèvements obligatoires.

La plate-forme électorale des socialistes contient une multitude de revendications de ce type:

- «Les familles doivent être soulagées au moyen d'une assurance-maladie gratuite pour les enfants dans le cadre de l'initiative populaire «pour une caisse maladie unique et sociale»¹¹¹.
- «Il faut introduire des prestations complémentaires pour les familles modestes afin de lutter de manière ciblée contre la pauvreté. L'introduction de crédits d'impôts doit remplacer les déductions d'impôts, de manière à décharger de manière ciblée les familles à moyen et bas revenus»¹¹².
- «Un congé parental payé et des congés payés pour soigner son enfant malade doivent être institués»¹¹³.

- «L'augmentation des moyens alloués aux programmes d'intégration pour les enfants et les parents issus de familles immigrées est indispensable.»¹¹⁴.
- «La retraite à la carte à partir de 62 ans pour tous ancrée dans le système AVS et sans réduction de rentes doit devenir enfin réalité et ne pas pénaliser les femmes. Le PS suisse soutient l'initiative populaire des syndicats «Pour une retraite à la carte»¹¹⁵.
- «Il faut s'opposer aux coupes sombres dans les prestations prévues par la 5^e révision de l'AI et pérenniser l'accès à la rente AI ; le concept d'invalidité ne doit pas être employé de manière discriminatoire»¹¹⁶.
- «Comme dans le cas de l'AVS, les contributions à l'assurance chômage doivent être étendues à l'ensemble des revenus professionnels»¹¹⁷.
- «Introduction d'un congé de paternité de 2 semaines, d'abord dans les administrations publiques aux niveaux fédéral, cantonal et communal puis dans l'économie privée. A terme, il faut créer un véritable congé parental»¹¹⁸.
- «Introduction de quotas relatifs aux sexes dans les instances dirigeantes des administrations publiques fédérales, cantonales et communales tenant compte des quotas de temps partiel»¹¹⁹.

¹⁰⁹ Rapports de gestion de la caisse de pension des CFF 2002 et 2004 (calculé sur la base des tableaux 8 et 9 ainsi que 9 et 10; développement de l'effectif des actifs et âge moyen des actifs).

¹¹⁰ Rapports de gestion de la caisse de pension des CFF 2002 et 2004 (calculé sur la base des tableaux 8 et 9 ainsi que 9 et 10; développement de l'effectif des actifs et âge moyen des actifs).

¹¹¹ Plate-forme électorale du PS 2007, p. 25. Cette initiative populaire a été rejetée le 11 mars 2007 par 71,2% des votants.

¹¹² Plate-forme électorale du PS 2007, p. 25.

¹¹³ Plate-forme électorale du PS 2007, p. 25.

¹¹⁴ Plate-forme électorale du PS 2007, p. 26.

¹¹⁵ Plate-forme électorale du PS 2007, p. 30.

¹¹⁶ Plate-forme électorale du PS 2007, p. 30.

¹¹⁷ Plate-forme électorale du PS 2007, p. 30.

¹¹⁸ Plate-forme électorale du PS 2007, p. 34.

¹¹⁹ Plate-forme électorale du PS 2007, p. 34.

8.3 Le PS, un soutien complaisant des syndicats

Hans-Jürg Fehr, président du PS, l'a dit expressément le 9 novembre 2006 au congrès annuel de l'Union syndicale suisse (USS): «Nous étions, nous sommes et nous resterons les principaux partenaires»¹²⁰.

Voici les revendications syndicales exprimées lors de ce congrès:

- **prolongement du congé de maternité**
- **congé de paternité payé**
- **garde gratuite des enfants**
- **droit toute la vie durant à la formation et au perfectionnement gratuits ou à une deuxième formation**
- **retraite à la carte**
- **revenu minimum de 3000 francs pour les rentiers**
- **13^e rente AVS**

Autant de revendications qui représentent des nouveaux impôts et prélèvements pour des milliards de francs. Et comme d'habitude la facture sera payée par les classes moyennes, la population laborieuse et les entreprises.

Etatisation des familles et de l'éducation

- **augmentation des allocations pour enfants**
- **suppression des primes d'assurance-maladie pour les enfants**
- **prestations complémentaires pour les familles**

¹²⁰ Cf. «Neue Zürcher Zeitung» du 10.11.2006. Les exigences de Hans-Jürg Fehr, président du PS, sont quasiment identiques à celles des syndicats: «La Suisse a besoin d'un soutien efficace aux familles. Cela coûte de l'argent. Un milliard de francs était prévu à cet effet dans le paquet fiscal. Nous n'accepterons pas moins. La manière la plus efficace de soutenir les familles est d'augmenter les allocations pour enfants, de supprimer les primes d'assurance-maladie pour les enfants et d'introduire des prestations complémentaires pour les familles» (Tages-Anzeiger, 13.8.2004).

¹²¹ Document PS «Politique de croissance: les actes après les paroles», p. 2 (conférence de presse du 27.2.2004).

¹²² Cela ressort clairement du rapport du Conseil fédéral sur la dette publique (Rapport du Conseil fédéral sur le développement de la dette des budgets publics). Sans contre-mesures rigoureuses, les comptes de capital de l'AVS (59,2 milliards de francs), de l'AI (67,7 milliards) et des APG (fortune de 3,3 milliards) afficheront en 2015 un découvert global de 123,7 milliards de francs, soit à peu près autant que la dette de la Confédération.

¹²³ Cf. déclarations de Hans-Jürg Fehr dans la «Zürichsee-Zeitung» du 10 novembre 2006.

¹²⁴ Cette initiative a été rejetée le 24 septembre 2006 par 58,3% des votants.

- **financement des institutions extrafamiliales de garde des enfants**
 - **congé parental payé**
 - **écoles du jour payées avec repas de midi**
- Ces revendications représentent aussi des milliards de francs sous forme d'impôts et de prélèvements divers.**

Assurance-maternité

La gauche et ses alliés ont permis à l'assurance-maternité de passer la rampe. De ce fait, la Suisse compte une assurance sociale de plus et l'Etat prélève chaque année **500 millions de francs** supplémentaires dans la poche de la population laborieuse.

Allocations familiales unifiées

La gauche et ses alliés ont fait passer l'uniformisation des allocations familiales: au moins 200 francs par enfant et 250 francs par adolescent en formation. L'Etat prélève ainsi **600 millions de francs** de plus dans la poche de la population laborieuse.

Financement de l'AVS

«Et enfin, les constantes déclarations alarmantes concernant la prétendue incertitude qui plane sur la prévoyance-vieillesse entravent massivement la reprise économique. Celles et ceux qui ont peur de l'avenir ne dépensent pas leur argent, mais l'économisent. Ce constat vaut pour la consommation des particuliers tout comme pour les investissements des entreprises»¹²¹. Les découverts dans l'AVS ne sont pas une idée farfelue, mais seront réalité dans un petit nombre d'années¹²².

Abaissement de l'âge de la retraite à 62 ans

Avec sa proposition d'abaisser l'âge de la retraite à 62 ans, la gauche prélève encore une fois **un milliard de francs** dans les poches des citoyennes et des citoyens¹²³.

Initiative populaire «Bénéfices de la Banque nationale pour l'AVS» (initiative COSA)

Cette initiative socialiste visait les bénéfices de la Banque nationale suisse¹²⁴. Au moins 1 milliard de francs aurait dû

revenir à l'AVS. Les bénéficiaires actuels, soit les cantons, auraient dû compenser ce manque à gagner par une augmentation des impôts. De plus, la Banque nationale aurait perdu une partie de son indépendance.

Initiative populaire pour une caisse-maladie unique et sociale

Cette initiative voulait imposer des primes dépendant du revenu et de la fortune, ce qui équivalait à l'introduction d'un impôt sur la santé¹²⁵.

Aide au développement

«La Suisse doit augmenter les fonds publics alloués à l'aide au développement à 0,7% du Revenu national brut (RNB) d'ici à 2010 et à 1,0% d'ici à 2015 (le pourcentage dans les années 2006 et 2007 résultant de combines statistiques est de 0.40 %).»¹²⁶

Le produit social brut nominal de la Suisse sera de l'ordre de 500 millions de francs en 2007 et il atteindra environ 550 milliards en 2010. Compte tenu de ce montant et selon les idées des socialistes, la Suisse devrait donc verser 3850 millions de francs aux pays en voie de développement, montant qui atteindrait 7 milliards en 2015. Par rapport à aujourd'hui, cet accroissement de l'aide au développement entraînerait une charge supplémentaire de **2 à 5 milliards de francs** par an pour les contribuables suisses.

8.4 Les abus sont systématiquement niés

Durant les fatales années nonante la Suisse a permis des abus à tous les niveaux; elle les a de surcroît encouragés. La gauche et ses alliés nient même les abus les plus manifestes¹²⁷. Il faut dire que la gauche est la première à profiter de ces abus et des excès de l'Etat providence: le «travail social» rapporte gros à l'industrie du social dont les socialistes contrôlent les rouages.

«Invalides simulateurs est une expression totalement stupide qui ne dit rien.»

Colette Nova, secrétaire de l'Union syndicale suisse (Weltwoche, 22.4.2004)

Les élus politiques rouges et verts bloquent et continuent de bloquer toutes les solutions. Ils font tout pour empêcher une politique qui donne des impulsions positives. Le camp rouge-vert préfère pousser les gens dans la dépendance de l'Etat. Rien d'étonnant dans ces conditions que la gauche et plus particulièrement le trio socialiste Ruth Dreifuss, Otto Piller, Beatrice Breitenmoser soient les principaux responsables de la débâcle des assurances sociales.

«Pour moi, ce n'est pas abuser que d'utiliser adroitement le système.»

Beatrice Breitenmoser, (SP), patronne de l'AI dans l'émission «Rundschau» (SF DRS, 8.10.2003)

Le fait que la direction du PS ait recommandé le refus de la 5^e révision de l'AI est une fois de plus révélateur: les socialistes n'ont aucun intérêt à combattre les abus dans l'AI.

Assurance-invalidité:

Nouveaux rentiers en 2004: 28 077 au total

Nouveaux rentiers en 2005: 24 822 au total

- 60 % en faveur de Suisses vivant en Suisse (14 826)
- 24 % en faveur d'étrangers vivant en Suisse (6061)
- 1 % en faveur de Suisses vivant à l'étranger (304)
- 15 % en faveur d'étrangers vivant à l'étranger (3631)

Rentiers AI en 2006: 298'684 au total

- en faveur d'étrangers en Suisse: 67 766
- en faveur d'étrangers à l'étranger: 36 942

¹²⁵ Cette initiative a été rejetée le 11 mars 2007 par 71,2% des votants.

¹²⁶ Plate-forme électorale du PS 2007, p. 9.

¹²⁷ Cf. aussi les déclarations suivantes de Beatrice Breitenmoser (SP), patronne de l'AI: «Les abus sont des cas isolés» (St. Galler Tagblatt, 19.1.2004) ou encore «Je dors très bien parce que je trouve que l'AI est une bonne assurance sociale» (Tages-Anzeiger, 5.6.2003). Lorsque Christoph Blocher, alors conseiller national, dénonçait les nombreux invalides simulateurs, le «Blick», feuille notoirement à gauche, écrit: «Voilà comment Blocher déforme la vérité». Ce journal n'admettait que quelques abus isolés (25.7.2003).

9. Les écarts de la politique contre les drogues

Depuis le début des années nonante la gauche et ses alliés du centre tentent de réformer la politique dans le domaine de la drogue. **Ces milieux minimisent les conséquences de la consommation de drogues.** Ils proposent de légaliser les drogues et de les contrôler moyennant une bureaucratie étatique.

L'ancienne ministre de la santé Ruth Dreifuss et l'ancien directeur de l'OFAS Otto Piller (deux socialistes) ont veillé à ce que l'héroïne distribuée sous la surveillance de l'Etat soit payée par l'assurance-maladie de base. **Le but de cette politique n'est pas l'abstinence, mais bien la mise en place d'une nouvelle infrastructure publique.**

La gauche minimise systématiquement les conséquences de la consommation de cannabis pour la santé. Le PS réclame notamment que l'on renonce à la distinction entre substances légales et substances illégales¹²⁸. La consommation de cannabis devrait être légalisée par le truchement d'une initiative populaire: «Consommer des substances psychoactives du chanvre, en posséder ou en acquérir pour son propre usage n'est pas punissable. Cultiver du chanvre psychoactif pour son propre usage n'est pas punissable»¹²⁹. Or, il est médicalement admis que la consommation de cannabis a des effets négatifs. Le cannabis est une drogue qui peut rendre malade psychiquement et physiquement.

La dépendance de la drogue et l'ivresse engendrée par la drogue touchent directement ou indirectement le contexte de

toxicomane, de même que son entourage plus large, par exemple dans le trafic routier. Les auteurs de l'initiative le reconnaissent d'ailleurs implicitement en précisant dans leur projet d'article constitutionnel: «La Confédération édicte des prescriptions concernant la culture, la production, l'importation, l'exportation et le commerce des substances psychoactives du chanvre.»¹³⁰.

La gauche, connaissant pertinemment les effets négatifs de sa politique en matière de drogues, demande des mesures de prévention étatiques qui gonflent la bureaucratie, mais qui ne servent à rien. Au lieu de lutter contre la consommation de drogues par la répression, les socialistes demandent une «régulation du marché»¹³¹. Une autre manière de créer de nouveaux emplois dans le secteur social que la clientèle socialiste pourra occuper. Et pendant ce temps **le coût social de la consommation de drogues ne cesse de croître.** Aujourd'hui déjà, ce vice représente un **coût de 4,1 milliards de francs** par an pour l'économie nationale suisse¹³².

Dans son dernier document stratégique sur la drogue le PS fait même un pas de plus en demandant que la consommation de toutes les drogues soit dépénalisée. «Nous voulons la libre consommation des drogues pour les adultes», a déclaré la présidente du groupe parlementaire socialiste¹³³. Cette liberté concerne tous les produits engendrant la dépendance, du haschich à l'héroïne en passant par la cocaïne. Donc, dès l'âge de 18 ans on doit pouvoir librement s'adonner à la fumette, aux injections diverses et à la consommation de drogues de synthèse sans être inquiété par la police.

L'attitude socialiste atteint le sommet de l'absurdité puisque ce parti soutient l'initiative parlementaire Gutzwiller qui demande l'interdiction totale de fumer dans la loi sur le travail. Donc le haschich peut être légalisé, mais le tabac doit être interdit. Où est la logique?

¹²⁸ Papier de position du PS suisse pour une politique en matière de toxicomanie, «Entre mise sous tutelle et laisser-faire», 5.12.2006.

¹²⁹ Extrait de l'article 105a (nouveau) proposé par l'initiative populaire «pour une politique raisonnable en matière de chanvre protégeant efficacement la jeunesse».

¹³⁰ Extrait de l'article 105a (nouveau) proposé par l'initiative populaire «pour une politique raisonnable en matière de chanvre protégeant efficacement la jeunesse».

¹³¹ Document stratégique du PS sur la toxicomanie, «Entre mise sous tutelle et laisser-faire», 5.12.2006, not. p. 22 f.

¹³² SFA, <http://www.sfa-ispa.ch/index.php?IDtheme=100&IDarticle=1284&langue=D>

¹³³ «Aargauer-Zeitung», 7.12.2006.

10. Politique énergétique naïve

Pendant que d'autres Etats comme la France, les Etats-Unis ou la Chine pratiquent une politique énergétique offensive, la gauche fait **confiance à des concepts énergétiques naïfs** pour garantir l'approvisionnement du pays. A Bâle, par exemple, le gouvernement rouge-vert fait procéder à des forages et investit plusieurs dizaines de millions dans ce projet de géothermie. Résultat: la ville rhénane est secouée par un séisme de force 3,5.

La gauche veut gaspiller des millions de francs dans des projets sans efficacité aucune (énergie solaire en Suisse, etc.). Parmi les énergies renouvelables il est pourtant évident que la force hydraulique doit être promue en priorité. Et pour économiser l'énergie, il convient avant tout d'investir dans les bâtiments.

La Suisse a surtout besoin d'un **approvisionnement énergétique sûr et avantageux**. Par leur blocage idéologique, la gauche s'efforce d'empêcher l'exploitation de l'énergie nucléaire¹³⁴. Le PS est parfaitement clair à ce propos: «Le PS juge par ailleurs inacceptable la profession de foi du Conseil fédéral pour le nucléaire. L'énergie atomique est un modèle dépassé, dangereux et cher qui sera inmanquablement rejeté par la population»¹³⁵.

Le démantèlement anticipé des centrales nucléaires détruirait des valeurs économiques énormes et coûterait approximativement 40 milliards de francs si la Suisse veut combler par des nouvelles centrales au gaz la lacune dans son approvisionnement énergétique. Le passage aux énergies alternatives pourrait même coûter jusqu'à 60 milliards de francs.

Des milliers d'emplois seraient détruits et la recherche nucléaire serait menacée. De plus, la Suisse deviendrait **plus dépendante de l'étranger**, car elle serait contrainte d'importer de l'électricité onéreuse provenant des éoliennes allemandes ou des centrales nucléaires françaises. La pro-

duction électrique à partir de gaz naturel affecterait gravement le bilan du CO₂.

La protection de l'environnement est une affaire trop importante pour être abandonnée à la gauche. Car au lieu de s'attaquer aux problèmes réels, le camp rouge-vert en fait son miel politique: les hystéries soigneusement entretenues sur la mort des forêts, le trou d'ozone, les pluies acides et d'autres prétendues catastrophes naturelles n'ont pas réglé un seul problème. C'est bien plus le progrès technique qui nous a apporté des solutions efficaces: installations d'épuration, cellules solaires, catalyseurs, brûleurs peu polluants, filtres à particules, détergents sans phosphates, moteur diesels et hybrides, biomasse, etc. Ni le renchérissement par des taxes, ni des interdictions, ni des limitations de vitesse ne nous font progresser dans la protection de l'environnement, mais avant tout la prospérité, la croissance, la recherche et le développement.

¹³⁴ Par exemple l'initiative populaire fédérale «Sortir du nucléaire – Pour un tournant dans le domaine de l'énergie et pour la désaffectation progressive des centrales nucléaires (Sortir du nucléaire)» qui a été rejetée le 18 mai 2003 par 66,3% des votants. Selon les initiateurs, les cinq centrales nucléaires suisses auraient dû être rapidement arrêtées. Les plus anciennes centrales – Beznau I et II et Mühleberg – auraient été coupées du réseau au plus tard deux ans après l'adoption de l'initiative, donc en 2005. Gösgen et Leibstadt auraient été mis hors service après 30 années d'exploitation, soit en 2009 et 2014.

¹³⁵ Cf. communiqué de presse du PS du 21 février 2007.

11. Le fiasco de la politique des transports menée par la gauche

11.1 Gros retards dans la construction routière

A la fin des années cinquante, le peuple a chargé la Confédération d'édicter des prescriptions légales pour garantir la construction et l'entretien d'un réseau de routes nationales. En 1960, on comptait avec une durée de construction de 20 ans pour l'ensemble du réseau et avec un coût de 4 milliards

de francs¹³⁶. Depuis cette décision, le programme de construction a été régulièrement modifié. La dernière mise à jour a eu lieu en 2003. On y prévoit l'achèvement du réseau des routes nationales en 2019¹³⁷. **Au lieu des vingt ans prévus initialement, ces travaux auront donc duré le triple, soit 60 ans¹³⁸!**

Cette politique irresponsable n'est évidemment pas sans conséquences. L'essentiel des problèmes de circulation se posent aujourd'hui sur les routes nationales dans les agglomé-

rations. La statistique des heures d'attente sur les routes depuis l'entrée en fonction du conseiller fédéral Moritz Leuenberger au DETEC en 1996 est révélatrice:

Heures d'attente sur les autoroutes

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001 ¹³⁹	2002 ¹⁴⁰	2003	2004	2005
Surcharge de trafic	1292	1433	1714	1996	3413	4308	5890	8192	7669	7151	6835
Accidents	1101	1474	1865	1865	2149	1753	1887	1919	1897	1574	1510
Chantiers	747	820	1160	1418	1212	1037	1128	1252	1670	1943	2574
Autres causes	174	255	398	361	688	637	295	203	188	87	56
Total	3314	3982	5137	5640	7462	7711	9200	11 563	11 413	10 755	10 975

Source: Office fédéral des routes (OFROU)

¹³⁶ Die Schweizer Autobahn, Martin Heller und Andreas Volk, Publikation zur Ausstellung, Museum für Gestaltung, Zürich 1999 (Bulletin sténographique officiel de l'administration fédérale. Conseil national. Session de printemps 1960, 2^e séance de la 36^e période de fonction. Berne: Verbandsdruckerei).

¹³⁷ 7^e programme de construction à long terme des routes nationales, DETEC Département fédéral de l'environnement, des transports, de la communication et de l'énergie 2003.

¹³⁸ En raison des programmes d'allègement budgétaires et de nouveaux prélèvements dans la caisse de la route en faveur des transports publics l'achèvement du réseau sera sans doute retardé encore une fois au-delà de 2020.

¹³⁹ Une galerie du tunnel du Belchen est fermée en raison de travaux d'entretien. A la suite du grave accident de 2001, les poids lourds n'ont plus le droit de se croiser dans le tunnel du St-Gothard.

¹⁴⁰ La troisième galerie du tunnel du Baregg a été ouverte le 16 mai 2003.

11.2 Pertes de plusieurs milliards de francs à cause des bouchons

Les bouchons sur les routes provoquent des pertes économiques de plusieurs milliards de francs par an et augmentent la pollution. La principale cause de ce chaos et de ce dépassement monstrueux des délais est l'opposition fondamentaliste des milieux de gauche contre l'achèvement et l'aménagement du réseau des routes nationales. Au lieu de s'attaquer aux problèmes les plus urgents, le chef du DETEC préfère rêver de conceptions politiques surannées. L'argent réuni par les usagers de la route via l'impôt sur les huiles minérales est systématiquement détourné de son affectation légale et investi dans des projets des transports publics (NLFA, FTP, mesures antibruit, modération du trafic, prix des tracés et promotion du trafic lent).

Grâce aux pressions permanentes de l'UDC, au moins les principaux goulets d'étranglement ont pu être corrigés.

A la suite de l'ouverture de la troisième galerie du tunnel du Baregg et de l'achèvement des travaux d'assainissement du Belchen et dans la région de Lucerne, la **surcharge des routes nationales a baissé de 6% en 2004** (et même de 30,4% dans la région du Baregg¹⁴¹). Ce développement est d'autant plus remarquable que durant la même période **le volume du trafic a augmenté de 3% sur les routes nationales**.

11.3 Les mensonges de la gauche concernant la politique de transfert

Pendant plus de 10 ans l'OFT et le conseiller fédéral Moritz Leuenberger (PS) ont systématiquement ignoré les problèmes croissant dans le trafic routier en raison de la surcharge des routes dans les agglomérations et le long de l'axe nord-sud. En lieu et place, ce département a investi des milliards de francs d'argent des contribuables dans ledit transfert de la route au rail¹⁴² sous le prétexte que cette politique a été accordée avec les pays voisins de la Suisse et qu'elle fait partie de la conception européenne des transports. Un mensonge pur et simple. L'ancien ministre allemand des transports, Manfred Stolpe, l'a clairement dit lors du forum des transports

2003 de la LITRA: «Il faut que nous cessions, dans cette discussion, de nous donner l'illusion que les transports ferroviaires peuvent remplacer les transports routiers. Nous savons très bien que cela ne va pas. La route reste le numéro 1 dans toute l'Europe. Il est donc nécessaire de sauvegarder, voire d'augmenter la capacité de la route»¹⁴³.

L'UE a d'autres objectifs que le ministre suisse des transports. Il ne saurait être question d'une démarche commune ou d'une conception européenne des transports. La déclaration de l'ancien ministre allemand des transports est d'autant plus brûlante que l'accord sur les transports terrestres Suisse-UE ne permet pas de défavoriser un moyen de transport par rapport à un autre. La Suisse ne pourra donc de toute manière pas imposer seule des mesures de transfert de la route au rail. Ce transfert au rail est d'autant plus illusoire que les pays voisins de la Suisse n'ont pas encore construit et ne construiront peut-être jamais les voies d'accès au transit alpin helvétique.

Alors qu'il manque régulièrement l'argent nécessaire pour aménager et achever le réseau routier suisse, **la gauche veut mettre à disposition des pays étrangers plus d'un demi-milliard de francs d'argent des contribuables suisses pour la construction de projets ferroviaires** (par exemple, plusieurs lignes vers Paris ou encore l'électrification de la ligne Suisse-Munich). Même l'ancien patron des CFF, le socialiste Benedikt Weibel, a mis en garde contre l'aménagement d'onéreuses surcapacités dans les transports publics. Quant à la conduite du tracé dans le sud de la Suisse, elle est proprement absurde. Aucun accord n'a été conclu avec l'Italie et le financement des projets supplémentaires pour plus d'un milliard n'est pas réglé. **Là encore l'idéologie rouge-verte passe complètement à côté des besoins du marché et de l'économie.**

¹⁴¹ Cf. graphique sur les heures d'attente sur les autoroutes.

¹⁴² Les chemins de fer génèrent chaque année des déficits de plusieurs milliards de francs, par exemple 7,87 milliards de francs en 2003 (si les chemins de fer devaient, comme toute autre entreprise, financer eux-mêmes leurs investissements et leur caisse de pension).

¹⁴³ LITRA, 68^e rapport annuel 2003/2004, chronique des transports, p. 24.

11.4 Amendes abusives – arnaque officialisée

L'automobiliste est une généreuse vache à traire. Le produit des impôts qu'il paie – impôt sur les huiles minérales, RPLP, vignette autoroutière et impôt sur les véhicules à moteur – est utilisé en majeure partie non pas pour le trafic routier mais pour les transports publics et d'autres projets qui n'ont aucun rapport avec la route. Mais ce n'est pas tout. Les autorités cherchent par des méthodes de plus en plus grossières à le faire passer à la caisse. Sous le couvert de la sécurité routière, les cantons ont réussi à augmenter massivement le produit des amendes comme en témoigne la statistique suivante:

Ce pressurage des usagers motorisés de la route est systématique. Et il existe encore bien d'autres projets du même genre dans les tiroirs des planificateurs rouges-verts du trafic. Par exemple le péage routier dans les villes ou la taxe CO₂ sur les carburants qui frapperaient lourdement le trafic routier individuel et dont le produit bénéficierait une fois de plus aux transports publics et non pas à la route.

Développement des amendes en millions de francs (sur la base d'estimations approximatives et d'extrapolations prudentes)

1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
300	330	330	360	365	370	400	420	430	450	460	465

Source: *Vademecum 1996–2007 routesuisse*

11.5 Attaques concertées contre le trafic motorisé individuel

Le trafic motorisé individuel est depuis longtemps la cible favorite du camp rouge-vert. Preuve en est notamment la politique de la circulation menée par les grandes villes suisses et qui consiste essentiellement à multiplier les mesures chicanières pour chasser les automobilistes de la cité.

La gauche fait tout pour empoisonner la vie des automobilistes:

- **taxes de parcage énormes**
- **multiplication des obstacles types gendarmes couchés**
- **zones à 30 km/ excessivement étendues**
- **multiplication des routes à sens unique**
- **pose d'innombrables pièges à radar pour remplir la caisse de l'Etat**

On peut lire ce qui suit dans le Manifeste vert: «Les verts aiment les villes et les quartiers vivants préservés des voitures. Ils souhaitent valoriser les pistes cyclables, les zones piétonnes et des transports publics efficaces, peu polluants et plus avantageux que les trajets en voitures privées.» Manifeste des Verts suisses «Un autre monde est possible»¹⁴⁴.

Le Parti des Verts approuve aussi une «augmentation massive des droits de douane sur les carburants» ainsi qu'une «imposition massive du kérosène»¹⁴⁵. Le sommet de cette politique a été atteint avec le lancement de l'initiative des jeunes Verts pour interdire les voitures tout-terrain¹⁴⁶.

¹⁴⁴ Manifeste du Parti des Verts, «Un autre monde est possible», 24 août 2002, p. 4.

¹⁴⁵ Manifeste du Parti des Verts, «Un autre monde est possible», 24 août 2002, p. 4.

¹⁴⁶ Initiative populaire «pour des véhicules plus respectueux des personnes. Cf.: www.menschenfreundlicher.ch

IV. Annexe: chiffres, données, faits

L'Etat enlève de plus en plus d'argent aux citoyens. Aujourd'hui, il accapare presque quatre francs sur dix gagnés en Suisse

Quote-part de l'Etat	1990	30,0 %
	2000	33,9 %
	2005	36,9 %

La politique actuelle vit sans gêne aucune à crédit, donc aux frais des générations à venir.

Dette de la Confédération

1990	38,5 milliards de francs
2000	108,8 milliards de francs
2003	123,7 milliards de francs
2005	130,3 milliards de francs

Dette de la Confédération, des cantons et des communes¹⁴⁷

1990	97 731 millions de francs
2000	207 422 millions de francs
2004	246 454 millions de francs

Dette de la Confédération, des cantons et des communes en % du PIB

1990	29,9 %
2000	49,9 %
2004	55,4 %

Développement de la population en Suisse¹⁴⁸

1990	6,751 millions
2000	7,204 millions
2004	7,415 millions

Dette par habitant

(Confédération, cantons et communes)

1991	14 477 francs
2000	28 793 francs
2004	33 237 francs

Intérêts passifs Conf.	1990	1832 millions de francs
	2000	3489 millions de francs
	2005	3577 millions de francs

(La Confédération affecte aujourd'hui 7% de ses dépenses aux intérêts passifs. A titre de comparaison, elle consacre 2,9% à l'armement et 11,3% aux investissements).

Dans les années nonante, la **charge des impôts** a augmenté davantage en Suisse que dans tous les autres pays industrialisés du monde.

Quote-part fiscale	1990	26 %
	2000	30,5 %
	2004	29,4 %

Les **recettes fiscales** en valeur absolue ne cessent d'augmenter. C'est autant d'argent qui manque aux gens pour vivre et à l'économie pour investir.

Recettes fiscales¹⁴⁹	1990	83,161 milliards de francs
	2000	130,882 milliards de francs
	2004	134,224 milliards de francs

¹⁴⁷ OFS, AFF.

¹⁴⁸ OFS, Développement démographique.

¹⁴⁹ Finances publiques suisses 2004, S. 6.

La **politique dépensière de la Confédération** n'a plus de limite. La Suisse vit au-dessus de ses moyens. Elle fonctionne à crédit et gaspille l'argent des générations à venir.

Dépenses Confédération

1990	31,6 milliards de francs
2000	48,2 milliards de francs
2005	51,4 milliards de francs

Quote-part dép. Confédération. (par rapport au PIB)

1990	9,7 %
2000	11,6 %
2005	11,5 %

Quote-part d'endettement brut (Confédération)

1990	11,8 %
2000	25,3 %
2006	28,7 %

Sous la conduite du trio socialiste Dreifuss/Piller/Breitenmoser **l'assurance-invalidité a définitivement échappé au contrôle**. Au lieu de mettre fin aux abus dans l'AI, les responsables les ont niés. Avec des conséquences fatales si on considère les dépenses et l'endettement de l'AI ainsi que la hausse massive du nombre de rentiers AI¹⁵⁰:

Dépenses AI	1990	4,1 milliards de francs
	2000	8,7 milliards de francs
	2003	10,7 milliards de francs
	2006	11,2 milliards de francs

Rentiers AI	1990	164 329
	2000	228 714
	2006	298 684

Résultats AI	1990	plus 278 millions de fr.
	2000	moins 820 millions de fr.
	2006	moins 1556 millions de fr.

Endettement AI	1990	plus 6 millions de fr.
	2000	moins 2305 millions de fr.
	2006	moins 9330 millions de fr.

(malgré les injections financières provenant des APG de 2,2 milliards de francs en 1998 et de 1,5 milliard en 2003 ainsi que l'augmentation du prélèvement salarial de 1,2 à 1,4% en 1995 qui, au total, ont généré des recettes supplémentaires pour l'AI de presque 20 milliards de francs jusqu'à fin 2006).

Fréquences des motifs de rente AI en Suisse¹⁵¹:

Psychose/Psychoneurose

1990	26 418
2000	60 740
2005	91 590

Os/Organes moteurs

1990	24 915
2000	42 189
2005	53 981

Rentes d'enfants:

rente d'enfant AI (père)	2006	595 francs par mois
rente d'enfant AI (mère)	2006	585 francs par mois
All. familiale moyenne	2006	196.50 francs par mois

Motifs d'obtention d'une rente AI:

phobie sociale, dépendance de l'internet, taux de cholestérol augmenté, excès pondéral, ménopause, rhumatisme des parties molles, irritation du colon, insomnies, constipation, fatigue excessive, hyperactivité, forte sudation, syndrome de déracinement, dépression psychosociale, tinnitus (sifflement dans les oreilles), carence en vitamines¹⁵².

¹⁵⁰ Source: statistiques AI OFAS.

¹⁵¹ Statistique AI de l'OFAS.

¹⁵² Exposé du conseiller fédéral Christoph Blocher devant la «Zürcher Volkswirtschaftlichen Gesellschaft» à Zurich (25.10.2004).

Développement des primes d'assurance-maladie¹⁵³:

	Adultes	Jeunes adultes
1996	173	115
1997	188	125
1998	197	125
1999	204	130
2000	212	135
2001	223	150
2002	245	172
2003	269	199
2004	280	213
2005	290	225

Augmentation des émoluments (notamment des redevances) Confédération, cantons, communes

1990	12 849 millions de francs
2000	20 985 millions de francs
2004	24 397 millions de francs

Emoluments (notamment des redevances) Confédération, cantons, communes par habitant

1990	1 903 francs
2000	2 913 francs
2004	3 290 francs

Impôts sur la consommation (Icha ou TVA) par habitant

1990	2 366 francs
2000	3 534 francs
2004	3 711 francs

Impôts fédéraux, cantonaux et communaux par habitant

1990	12 318 francs
2000	18 252 francs
2004	18 101 francs

Dépenses de la Confédération pour la sécurité sociale

1990	6865 millions (21,7% des dép. totales de la Confédération)
2000	12 281 millions (26,1% des dép. totales de la Confédération)
2005	14 143 millions (27,5% des dép. totales de la Confédération)

Dépenses pour la sécurité sociale en Suisse¹⁵⁴:

1990	64,5 milliards de francs
2000	113,7 milliards de francs
2003	129,6 milliards de francs

¹⁵³ Statistique de l'assurance-maladie obligatoire 2003.

¹⁵⁴ OFS, Compte global de la sécurité sociale du 29.5.2006.

